interrogation


BULLETIN ŒCUMENIQUE

N° 1 / FÉVRIER 1992
PARAIT 8 FOIS PAR AN

DICE QUE SE LLAMA COLÓN Y QUE VIENE A ¡DESCUBRIRNOS!

COCHI/

« Il dit qu'il s'appelle Colomb et qu'il vient nous découvrir! »

Conquête ou rencontre?

«Interrogation» a dénoncé à plusieurs reprises la manière dont s'est faite «la découverte» de l'Amérique. La controverse qui parcourt l'Eglise catholique, en cette année du 500[e] anniversaire, n'est pas anodine. Elle concerne, encore aujourd'hui, notre conception du développement et de l'évangélisation.

Ceux qui hésitent encore à choisir la lecture historique appropriée doivent lire absolument «Les Veines ouvertes de l'Amérique latine» d'Eduardo Galeano. Ils comprendront alors pourquoi beaucoup de chrétiens et même des évêques (cf. page 5 de ce numéro) ne peuvent fêter triomphalement cet anniversaire.

Il nous faut en effet choisir entre la conquête et la rencontre.

En 1492 et dans les années qui ont suivi, les «conquistadores» et les missionnaires de l'époque, à part de rares exceptions, étaient imbus d'un esprit de supériorité incroyable. Ces pauvres Indiens idolâtres ne faisaient vraiment pas le poids! On pouvait par conséquent les trucider ou les baptiser à tour de bras! «Parce qu'ils osaient résister à l'envahisseur 'civilisé'. Ou parce qu'il fallait, à tout prix, «sauver les âmes de ces innombrables païens».

Heureusement les leçons de l'histoire (politique et religieuse) nous offrent l'occasion de faire mieux que nos ancêtres du 15[e] siècle.

L'amour du couple humain, physique et spirituel à la fois, nous indique d'ailleurs une approche séduisante et exemplaire:

La vraie rencontre amoureuse se vit pleinement lorsque l'homme et la femme se donnent tour à tour ou en même temps des marques brûlantes de tendresse, entremêlées d'érotisme fort et du respect du rythme de l'autre. Deux partenaires actifs dans la construction d'un amour authentique. Très éloigné du don-juanisme égoïste qui va précisément «de conquêtes en conquêtes». Très loin aussi du macho dominateur ou du «repos du guerrier».

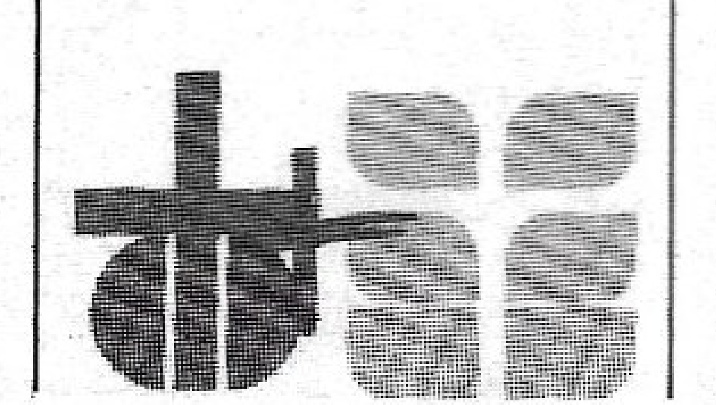
Les pays du monde, en 1992, peuvent aussi se donner de belles marques de tendresse. Pour construire ensemble la justice et le respect de tous les peuples.

Bernard Bavaud









Chères lectrices, chers lecteurs,

1492 - 1992: un anniversaire que tout le monde ne célébrera pas de la même manière. Pour les populations indiennes, ce ne sera pas une fête. Les conquérants européens - accompagnés par des missionnaires - leur ont pris ce qu'ils avaient de plus sacré: leur terre. Leurs cultures et leurs religions ont été tournées en ridicule. Les blessures qui leur ont été infligées alors ne sont pas encore cicatrisées. Aujourd'hui cependant, bien des gens s'inclinent devant l'héritage légué par ces Indiens.

A qui cette terre? C'est la question qui s'est posée - et qui se pose encore - depuis ce jour d'octobre 1492 où Christophe Colomb a posé le pied sur San Salvador, une petite île de l'archipel des Bahamas. La campagne œcuménique de l'Action de Carême et de Pain pour le prochain pose à son tour cette même question. Pour l'Amérique latine certes, pour la Suisse également.

Nous vous invitons cette année à un effort de solidarité supplémentaire. En plus de la collecte ordinaire, nous souhaitons disposer de moyens financiers qui nous permettront de soutenir des projets liés à la terre en Amérique latine. Une page de ce calendrier vous donne de plus amples informations sur cette **Action "Droit à la terre"**.

Dans notre monde secoué par de multiples crises, notre espoir est que la terre devienne vraiment celle de tous.

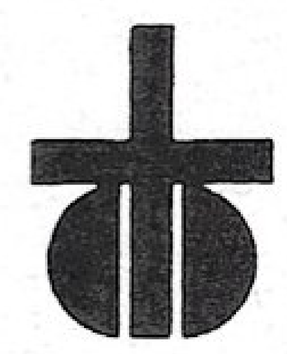
Nous vous remercions d'ores et déjà de votre témoignage de sympathie et de votre appui au travail de Pain pour le prochain et de l'Action de Carême.

Action de Carême
+ Otto Wüst
Dr Otto Wüst,
président du Conseil de fondation

Pain pour le prochain
Hans Zbinden
Dr Hans Zbinden,
président du Comité d'action

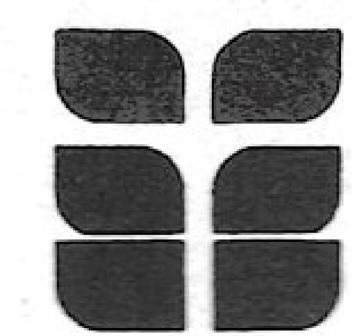
Cette année, action de Carême et Pain pour le prochain ont aussi fait un calendrier pour les enfants

(Voir page 20)



Action de Carême
Case 103
1000 Lausanne 13
Tél. 021/617 88 81
Fax 021/617 88 79
CCP 10-15955-7

L'Action de Carême est un service de l'Eglise catholique en Suisse, chargé d'actualiser le sens du Carême. Durant les six semaines qui préparent à la fête de Pâques, elle organise une collecte de fonds pour le financement de projets et une campagne de sensibilisation en commun avec Pain pour le prochain. Cette campagne nous invite à approfondir les exigences de l'Evangile par rapport aux problèmes de la justice et de la paix dans le monde.



Pain pour le prochain
Chemin du Boisy 3
1004 Lausanne
Tél. 021/36 30 77
Fax 021/37 67 07
CCP 10-26487-1

Les buts de Pain pour le prochain sont:
- L'information du public pour tout ce qui touche aux réalités du développement.
- La récolte de fonds.
- La politique de développement.

Il ne suffit pas d'aider les peuples à se prendre en charge, il faut aussi que les structures politiques et économiques mondiales favorisent le développement et ne l'annulent pas.



Lueur dans les ténèbres...

Conversation l'autre jour
En préparant une rencontre...

Chacun connaît
La désastreuse histoire
De la famille kurde
De Tavannes

Nous en avons déjà pensé
Ce qu'il fallait en penser
Nous avons réagi
Et fait connaître notre avis

Mais derrière tout cela...
Et cela n'enlève rien au scandaleux,
Ne retranche rien au n'importe quoi
D'une administration,... De fonctionnaire(s)

Derrière tout cela
Dans le pays du Jura
Des gens ennemis
Séparatistes et Antiséparatistes
Qui ne se disaient plus rien
Depuis des années
Se sont retrouvés
Pour lutter côte à côte
Pour défendre cette famille.

Cris inaudibles
Pour des oreilles murées...
Mais... conclusion locale,
Résumée par l'un des militants...
«C'est quand même un monde...
Il aura fallu des Kurdes pour nous réunir...»

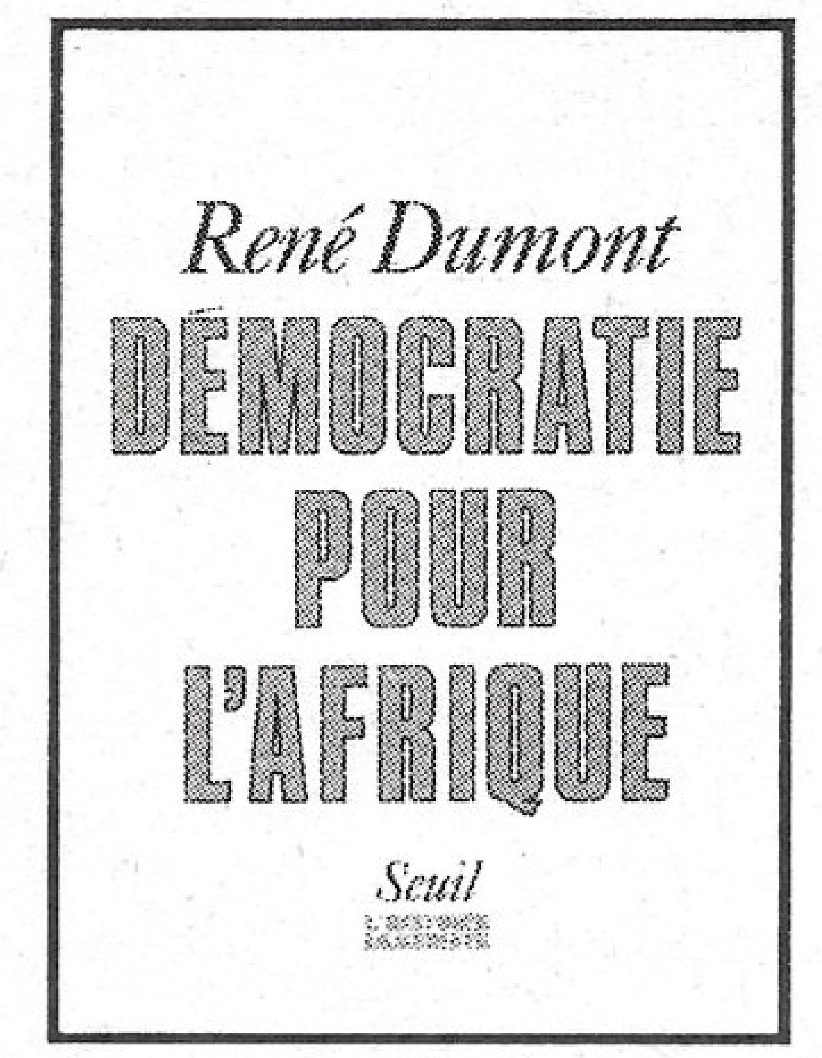
Gilbert Zbären



Démocratie pour l'Afrique

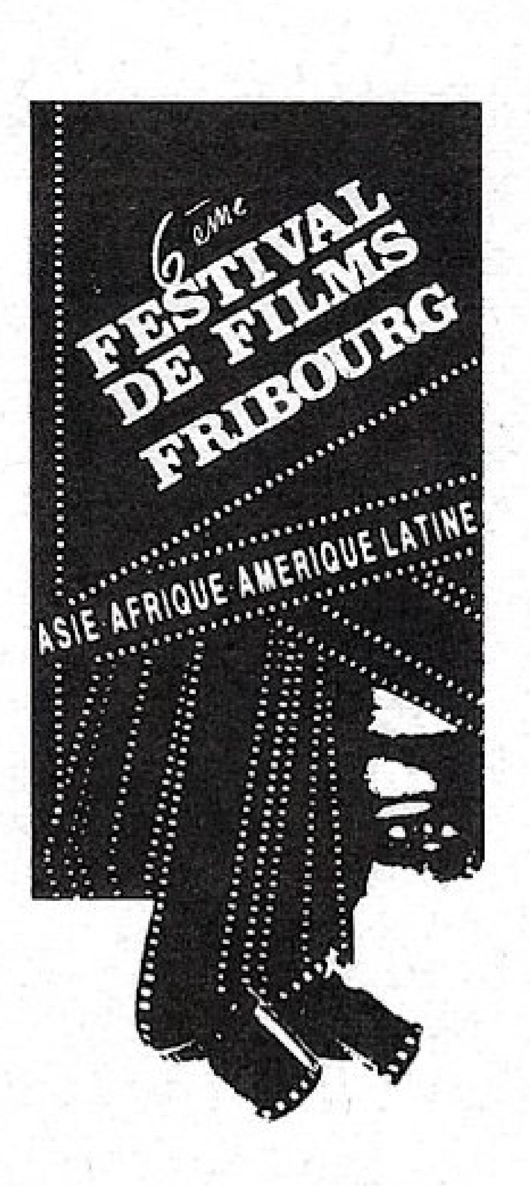
René Dumont et Charlotte Paquet

Ed. Le Seuil, collection L'Histoire immédiate, 1991, 350 p.



Depuis environ un an, la situation internationale est dans une phase de changement et après les pays de l'Europe de l'Est, les revendications de démocratie atteignent le continent africain. L'occasion pour René Dumont et Charlotte Paquet de montrer d'une part les obstacles à l'arrivée de la démocratie dans les différentes régions d'Afrique mais aussi de développer dans un style décapant les pistes possibles pour les futurs dirigeants de ces pays encore trop sous le joug néo-colonial. Tiers mondiste, mais aussi pacifiste et écologiste, René Dumont met en avant ces trois pôles pour définir une nouvelle politique. Celle-ci passe par la survie de tous dans un premier temps, par la mise en place d'un développement durable respectueux des ressources des pays et non dans le sens voulu par les pays du Nord, le développement de l'éducation et de la santé, le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes et la reconnaissance des femmes dans le système culturel, la lutte contre la corruption par le respect du droit souvent déjà existant. Le multipartisme et la liberté d'expression pour tous, le respect des dimensions humaines: familles, villages, quartiers... un équilibre entre la libre entreprise et le contrôle de l'Etat et si possible, le droit d'ingérence des pays du Sud dans les affaires du Nord (l'effet de serre provoquant l'avancée des déserts est surtout la conséquence du gaspillage du Nord). Si ce programme est avancé, il pourra alors combattre les causes de la situation catastrophique actuelle: arrêter le pillage des ressources pour le bénéfice des sociétés exportatrices, diminuer le gaspillage dans l'armement, sortir de la néo-colonisation, redéfinir les échanges Nord-Sud aussi bien au niveau économique qu'au niveau de la coopération trop intéressée. Après avoir montré les conséquences des politiques du Nord sur le Sud, les moyens pour le Sud de définir sa propre politique, René Dumont et Charlotte Paquet concluent sur la nécessité pour le Nord de se remettre également en question: l'Afrique ne s'en sortira que si le Nord cesse le pillage du Sud et le gaspillage de la planète tout entière. Alors seulement, nous pourrons parler d'un nouvel ordre international. Loin des complaintes sur le tiers monde, toute une panoplie d'actions possibles. Remarquable.

François Vergier,
du mensuel «Silence».



N'OUBLIEZ PAS !

Aussi dans les grandes villes de Suisse romande FEVRIER - MARS 1992

Le Festival de films de Fribourg
ASIE · AFRIQUE · AMÉRIQUE LATINE
aussi dans les salles de Suisse romande
février – mars

GENÈVE (CAC VOLTAIRE)	7. 2. – 20. 2. 92
LAUSANNE (RICHEMONT ET CINÉMATHÈQUE)	21. 2. – 7. 3. 92
VEVEY (REX)	28. 3. – 29. 3. 92
NEUCHÂTEL (STUDIO)	5. 3. – 12. 3. 92
SION (CAPITOLE)	12. 3. – 15. 3. 92
CHAUX-DE-FONDS (ABC)	19. 3. – 25. 3. 92
DELÉMONT (LA GRANGE)	20. 3. – 23. 3. 92

50 films...

La Cité du Chagrin
La Rose des sables
Barroco
Les Sabots en or
Troupe de cirque ambulant
Laada
L'Homme-Tigre
(sous réserve)

Hou Hsiao Hsien
Mohamed Benhadj Rachid
Paul Leduc
Nouri Bouzid
Viet Linh
Drissa Touré
Buddhabeb Dasgupta

Longs et courts-métrages, documentaires, hommages à Lino Brocka cinéaste philippin et aux Indiens d'Amérique Latine en ce 500 ème anniversaire de la conquête des Amériques.

3 continents...

Asie – Afrique – Amérique Latine

27 pays...

Inde, Vietnam, Corée du Sud, Pérou, Cuba, Chine, Tunisie, Burkina-Faso, Taïwan, Mali, Algérie, Palestine, Chili, Argentine, Brésil, Iran, Angola, Vénézuela, Cameroun, Sénégal, Mauritanie, Salvador, Zaïre, Mexique, Bolivie, Philippines, Indonésie.

Le Festival de films de Fribourg
ASIE · AFRIQUE · AMÉRIQUE LATINE
une invitation au dialogue et à la découverte

Renseignements: Festival de films de Fribourg
8, rue de Locarno, 1700 Fribourg – 037 / 222 232

APIC, No 11/12, Dimanche 12 janvier 1992

Autriche: 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique

Mgr Kräutler dénonce «l'histoire enjolivée»

Feldkirch, 12 janvier. Mgr Erwin Kräutler, évêque missionnaire au Brésil d'origine autrichienne, a déclaré lors d'une conférence de presse à Feldkirch que la prétendue découverte de l'Amérique il y a exactement 500 ans n'a été rien d'autre qu'une conquête brutale. Il ne s'agissait pas d'une rencontre des cultures, comme on le prétend souvent, mais d'or, d'épices et de pouvoir. L'Eglise s'en est aussi rendue complice, lance l'évêque de la prélature territoriale de Xingu, en Amazonie, qui affirme que 90% de la population autochtone d'Amérique latine a disparu au cours du premier siècle de la conquête.

Mgr Kräutler, actuellement en tournée de conférences dans son pays natal, a fait de sévères critiques au sujet des parties sombres de l'histoire des Amériques. Le 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique ne doit pas être une raison de fêter, a estimé l'évêque. L'Amérique n'a pas été découverte en 1492, mais conquise; il n'y a jamais eu de rencontre de cultures, mais anéantissement d'une culture. Et d'affirmer que la conquête du continent fait partie des zones les plus sombres de l'histoire universelle.

Mais parce qu'on regarde l'histoire de l'Amérique latine avec des yeux européens, on ne veut pas le reconnaître, poursuit-il. On ne veut pas non plus prendre en compte les 40000 ans d'histoire de l'Amérique avant l'arrivée de Colomb.

L'évêque de Xingu souhaite qu'on ait le courage de reconnaître les fautes de la conquête de l'Amérique «pour lesquelles l'Eglise s'est également faite complice», parce que trône et autel étaient alors si étroitement liés qu'il s'agissait pour le missionnaire «de gagner des âmes pour Dieu et des sujets pour le roi». Pour Mgr Kräutler, l'Eglise officielle n'a pas eu le courage de défendre les populations, mais a soutenu les couronnes d'Espagne et du Portugal.

Mgr Kräutler ne s'oppose pas à l'idée de l'évangélisation, mais elle devrait emprunter «les chemins du dialogue et du respect». Comme «compensation» pour les souffrances subies par l'Amérique latine, Mgr Kräutler propose la renonciation aux intérêts bancaires, l'abolition de la dette extérieure, et des prix justes pour ses matières premières.

Mgr José Ivo Lorscheiter, évêque de Santa Maria, au Brésil, a proposé de son côté lors d'un exposé à Graz que l'on pourrait envisager, à l'occasion de cette année jubilaire, un mécanisme de remboursement créatif de la dette brésilienne. Contractée en grande partie par les militaires durant la période de la dictature, la dette brésilienne – qui s'élève actuellement à quelque 130 milliards de dollars – ne pourra jamais être remboursée, si l'on reste réaliste. Mgr Lorscheiter propose donc que l'on réinvestisse ces créances dans des projets sociaux valables au Brésil même.

(apic/kap/mp)

La Liberté, 17.12.1991

La dette du tiers monde

Situation préoccupante

Le fardeau de la dette, malgré quelques progrès, reste encore trop lourd dans de nombreux pays du tiers-monde, notamment en Afrique, qui ont besoin d'une aide rapide des pays riches, affirme la Banque mondiale dans sa dernière étude sur la situation de la dette.

L'encours total de la dette extérieure des pays en développement est resté quasiment inchangé en 1991 et devrait s'établir à 1351 milliards de dollars à la fin de cette année, contre 1355 milliards un an auparavant, indique la banque dans ses «Tableaux de la dette mondiale 1991-92».

Cette stabilisation confirme une tendance amorcée depuis 1987, dernière année de forte progression de la dette. A titre de comparaison, l'endettement du tiers-monde atteignait seulement 751 milliards en 1981.

Le service de la dette a progressé

En dépit de la stabilité de l'encours, le service de la dette a progressé de près de 8 % cette année pour grimper à 154 milliards de dollars au lieu de 143 milliards en 1990. Cette situation globalement stable cache des évolutions différentes avec quelques «progrès dans certaines régions et des aggravations dans d'autres», a souligné la banque.

Un «petit groupe» de pays à revenu intermédiaire, comprenant notamment le Mexique, le Chili et le Venezuela, a profité du plan Brady pour obtenir une réduction de leur dette due aux banques commerciales et retrouver un accès aux marchés des capitaux mondiaux.

En revanche, les niveaux de la dette restent «insoutenables» dans de «nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure», note la banque, en remarquant que ces pays ont particulièrement souffert du ralentissement de l'économie mondiale.

Réduire la dette

Pour les pays les plus pauvres, principalement en Afrique subsaharienne, les experts de la banque souhaitent la mise en œuvre rapide de «mesures exceptionnelles», d'allègement du fardeau de la dette allant au-delà de celles décidées en 1988 par les pays riches à Toronto (réduction des taux d'intérêt et rééchelonnement de la dette).

Ils se prononcent en faveur de l'application de «quelque chose» comme la proposition britannique, faite à Trinidad en septembre 1990 et prévoyant une réduction de deux tiers de l'encours de la dette officielle (due aux Gouvernements des pays riches). Lors du sommet de Londres, en juillet, le Groupe des sept (G7) avait reconnu la nécessité d'aller «bien au-delà» des termes de Toronto mais rien ne s'est encore concrétisé.

Si «quelque chose comme les propositions de Trinidad était mis en œuvre au cas par cas, de nombreux pays à faible revenu lourdement endettés auraient des perspectives réalistes de ramener le service de leur dette à un niveau soutenable», a estimé Larry Summers, vice-président et économiste en chef de la banque.

Allègement urgent

Un nouvel allègement du fardeau de la dette est «urgent» en Afrique subsaharienne où la dette, qui a triplé depuis 1980 (176 milliards de dollars en 1991 contre 56 milliards en 1980), «entrave le développement», a affirmé Ishrat Husain, économiste en chef pour la région Afrique à la banque.

Les pays africains ne peuvent pas faire face au service de leur dette, a expliqué M. Husain en notant qu'en 1990 et 1991 ils n'auront assuré que la moitié de leurs obligations financières. Une réduction de deux tiers de la dette officielle de cette région – 110 milliards de dollars – fournirait «un encouragement important aux Gouvernements pour renforcer le processus de réformes économiques en cours dans près de 30 pays africains», a-t-il estimé.

Réduction de 50%

Les experts de la banque souhaitent des «mesures exceptionnelles», pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ayant une dette officielle importante. Ces pays, comme la Côte-d'Ivoire, le Congo, le Maroc, le Nigeria, le Nicaragua et les Philippines, devraient recevoir des traitements «similaires» à ceux de la Pologne et de l'Egypte qui ont obtenu cette année une réduction de leur dette allant jusqu'à 50 %.

(AFP)



Ong: L'appel du grand large

Croissance, Spécial 30 ans, Oct. 91

Le phénomène ONG fête lui aussi ses 30 ans

Trente ans au cours desquels les organisations non gouvernementales se sont surtout professionnalisées.

1960 : les appels de la FAO en faveur d'une campagne mondiale contre la faim, ceux du pape Jean XXIII pour mobiliser la jeunesse occidentale (encyclique Mater et Magistra) suscitent la naissance d'organisations non-gouvernementales (Ong) laïques (comme le CFCF) et confessionnelles (CCFD), ou donnent un second souffle à des organismes existants (CIMADE, Secours catholique). Les pouvoirs publics ne sont pas en reste : Raymond Triboulet, ministre gaulliste de la Coopération, porte sur les fonts baptismaux une association de volontaires, l'AFVP (1962). Une autre sensibilité plus militante, stimulée par la conférence de Bandoeng (1955) et partie prenante engagement tiers-mondiste dans le mouvement associatif : Terre des Hommes (1963), Frères des Hommes (1965).

Trois décennies plus tard, on peut recenser dans l'hexagone plusieurs centaines d'Ong qui se consacrent peu ou prou aux pays en développement (1) : *« Presque autant que de variétés de fromages ou de sujets de mécontentements »*, plaisante Charles Condamines, un homme du sérail. Monde hétérogène, qui rassemble des petits groupes locaux parfois éphémères parrainant un projet, jusqu'aux entreprises d'assistance médicale (Médecins sans frontières, Médecins du monde) qui perpétuent l'aventure des "french doctors", en passant par les associations spécialisées sur un secteur d'intervention (bois de feu, soutien à la scolarisation..) ou un pays.

Reste qu'une vingtaine d'Ong généralistes canalisent 80 % des financements totaux (dons privés et subventions publiques).

L'évocation d'un « phénomène Ong » porteur d'espoirs renvoie moins à la prolifération des initiatives qu'à la qualité du travail accompli sur le terrain. Considérant bientôt la bonne volonté, voire l'esprit militant, comme un viatique insuffisant, les associations se sont peu à peu professionnalisées, se voulant efficaces. La plupart des Ong ont aussi su dépasser les querelles de clocher : au rancart, par exemple, les invectives entre ambulanciers et cantonniers, adeptes de l'aide d'urgence et partisans du développement. On reste jaloux de son indépendance, mais on se découvre complémentaires. Progressif regroupement dans des collectifs, avant la création d'un comité de liaison (CLOSI) rassemblant 250 organisations de solidarité internationale (14 juin 1990). La compétition s'est déplacée sur le marché de la « charité business », où l'on vend son message selon les recettes du marketing.

Tandis que les grands projets faisaient faillite - les fameux «éléphants blancs» d'Afrique et d'ailleurs - les actions associatives légères ont également séduit plus d'un bailleur de fonds. Des passerelles de concertation se sont alors mises en place avec la Banque mondiale, la CEE ou le ministère de la Coopération (Commission Coopération-Développement créée en 1983). Plus récemment, des liens ont été tissés avec les acteurs économiques ou les collectivités territoriales, pour défricher de concert le champ de la coopération décentralisée.

Enfin et surtout, les Ong sont apparues, avant d'autres, comme les chantres d'un « développement humain » en choisissant pour partenaires des communautés villageoises, des artisans du secteur informel. Est-ce un hasard si l'on repère parmi les cadres de la société civile africaine, aujourd'hui en plein émoi, nombre d'anciens boursiers ou « homologues » des micro-projets ?

Le paradoxe veut qu'au moment où abondent les signes de reconnaissance, nos Ong sont sujettes à une sérieuse crise d'identité. Rançon du succès d'abord, il leur faut reconsidérer leur rôle : des associations émergent au Sud, et secouent parfois la douce tutelle de leurs partenaires du Nord, en concevant leurs propres projets ! Les voisins frappent aussi à la porte. La perspective du Grand marché de 1993 agite le milieu associatif français très éclaté. Combien survivront à la future concurrence des mastodontes anglo-saxons, comme la britannique Oxfam ? Quelle spécificité ou originalité défendre au-delà du réflexe corporatif ?

L'actuel bouleversement de la carte européenne relance encore les remises en cause. L'effondrement du rideau de fer découvre de nouveaux tiers-mondes, de l'Albanie aux Républiques musulmanes de l'ex-URSS. Cette brèche béante ouverte à l'Est n'invalide-t-elle pas la grille de lecture Nord-Sud ? Il n'est pas aisé de prétendre jouer un rôle précurseur quand l'Histoire accélère le pas.

Yves Hardy

(1) cf Répertoire des Ong de développement dans les pays membres de l'OCDE (OCDE, 1990).

Le Monde, 22-23.12.91

Avant le « Sommet de la Terre »

Les ONG sont opposées à la création d'une autorité mondiale de l'environnement

Les délégués de quelque huit cents organisations non gouvernementales (ONG) du monde entier se sont réunis à Paris pendant quatre jours pour préparer la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui sera convoquée à Rio-de-Janeiro en juin 1992 (*le Monde* du 18 décembre). Ils se sont séparés à l'aube du samedi 21 décembre après avoir ébauché un texte de résolutions qui servira de base aux propositions des ONG au « sommet de la Terre ».

D'entrée de jeu, mardi 17 décembre, on le savait : la conférence mondiale des ONG réunie à la Cité des sciences de La Villette serait un succès. C'était en effet la première fois dans l'Histoire que des représentants d'associations du monde entier, ce qu'on appelle aujourd'hui la société civile, se retrouvaient tous ensemble pour planter «les racines de l'avenir», selon le titre même choisi pour la conférence. C'était aussi la première fois qu'une réunion internationale apparaissait aussi représentative dans sa géographie physique : 70 % des délégués venus de pays en développement, avec une bonne proportion de femmes.

Ce méticuleux échantillonnage, qui n'a pas été simple à établir ni à réunir, a naturellement entraîné plusieurs inconvénients : difficulté pour que chacun puisse s'exprimer et retrouver son point de vue dans les documents écrits ; tendance naturelle à se regrouper par langue, de sorte que, par exemple, les discussions sur la préservation des forêts sont restées partagées entre représentants du Nord (en anglais) et représentants du Sud (en espagnol), cependant que la voix des peuples indigènes, elle aussi, s'est fait surtout entendre en espagnol étant donné le surnombre des Indiens d'Amérique latine par rapport aux aborigènes d'Australie ou de Nouvelle-Zélande.

Mais ces défauts, inévitables dans un tel forum, ont aussi débouché sur un bouillonnement où chacun, finalement, a pu s'exprimer, que ce soit en séance plénière, en atelier, dans les stands, sur les murs (innombrables dazibaos) et dans les couloirs. Chacun a pu se familiariser avec, selon son choix, les déchets nucléaires américains, la forêt amazonienne, le mouvement alternatif hongrois ou le vaste projet de barrages dans la vallée de Narmada, en Inde. Vaste bouillon de cultures, bigarré, coloré et brouillon, mais réellement universel et surtout proche de la base.

Contre les dépenses militaires

Le document final – plus de trente pages dans son unique version anglaise – a fait l'objet d'un résumé où se dégagent quelques points forts. Les ONG, désormais, ne comptent plus que sur leurs propres forces et rejettent les institutions internationales actuelles, telles que FMI, Banque mondiale, accords du GATT et même l'ONU, considérées comme complices du déséquilibre Nord-Sud qui s'aggrave. Les ONG ne font plus confiance non plus, en matière de développement durable, ni aux gouvernements ni aux entreprises privées. Elles vont donc resserrer leurs liens pour créer *« un vaste réseau de solidarité »*, constitué de simples citoyens, de communautés indigènes, de paysans, de groupes de femmes, bref de tous ceux et celles qui pâtissent les premiers des dégâts faits à l'environnement.

Les délégués de La Villette ont également fustigé les dépenses militaires, *« incompatibles avec le développement »*, et aussi l'industrie nucléaire. A cet égard, la France, pays hôte, a été dénoncée aussi bien pour son parc de centrales nucléaires que pour ses essais militaires dans le Pacifique. Et les pays de l'Est ont été mis en garde contre le recours au nucléaire, abusivement présenté comme plus propre que le charbon.

La conférence de Paris aura finalement bien davantage parlé d'économie, de développement et de termes de l'échange que de protection de l'environnement. Et les ONG ont clairement rejeté la proposition de la France, formulée par M. Mitterrand et soutenue par M. Lalonde, d'instaurer une autorité mondiale pour la protection de l'environnement. *« Je ne crois pas qu'elle verra le jour à Rio »*, avait prévenu d'emblée M. Maurice Strong, le président de la CNUED. Les délégués de La Villette l'ont clairement enterrée.

Grisés par cette première prise de conscience d'une force alternative mondiale qui se lève, les représentants des ONG n'entendent pas s'en dessaisir au profit d'un nouveau «machin» sur lequel ils n'auraient aucun contrôle. Oui au réseau. Non à la haute autorité, fût-elle mondiale.

ROGER CANS

Pour le tiers monde

La Liberté, Mardi 10.12.91

53 millions

La Suisse a débloqué hier 53 millions de francs pour aider le tiers-monde. Elle a accordé 21,1 mio à six Etats africains et à Haïti. Ce montant permettra de compenser les pertes de recettes résultant d'une diminution du volume ou d'une chute des prix des produits de base exportés par ces pays vers la Suisse. Le Conseil fédéral a versé 7,95 mio au Népal pour soutenir une exploitation forestière, cinq mio à l'ONU, 9,5 mio au CICR et 10,2 mio pour soutenir la recherche agronomique internationale.

(AP)



Olivier Labarthe reprend la plume de Jean-Pierre Zurn. Merci à Jean-Pierre Zurn d'avoir fait un bout de chemin avec nous, d'avoir partagé sa réflexion et ses idées avec les lecteurs d'Interrogation. Olivier Labarthe est responsable du département «Témoignage et Solidarité» de l'Eglise nationale protestante de Genève. Bienvenue pour le bout de chemin qu'il va faire avec nous.

Nous étions au travail avec le bureau de l'aumônerie genevoise oecuménique auprès des requérants d'asile et de l'aéroport (AGORA). Comme d'habitude en ce début d'année nous évoquions le flux impressionnant de réfugiés venus de Yougoslavie et d'ailleurs. Démunis devant le nombre, mais heureux d'avoir pu tenir le pari de n'en laisser aucun dehors et à la rue. Ce ne fut pas simple de trouver des lieux d'accueil pour la journée, mais nous y étions arrivé. Du côté du mobilhomme, centre d'accueil de l'aumônerie, nous aurions aimé écarter les parois pour parfois accueillir plus de cinquante personnes qui attendent là avant d'être convoquées par les autorités fédérales.

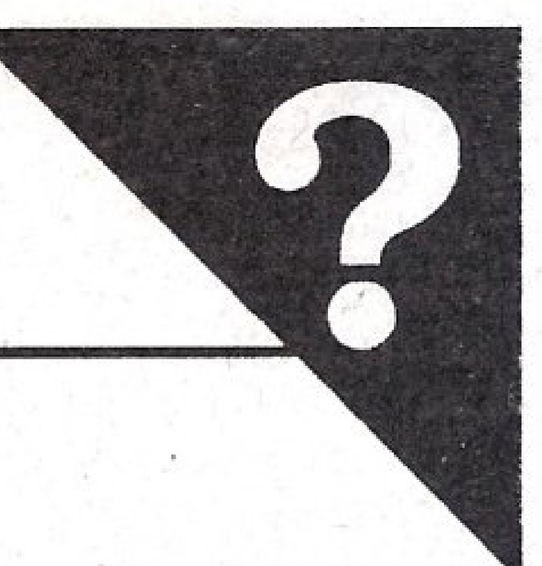
Bref une séance qui devait être comme les autres quand Véronique cria: «Regardez par la fenêtre!»

Un ciel gris, le Jura un peu moins gris, des forêts un peu plus grises. Sur ce fond de tristesse, par centaines, puis par milliers sans doute, des oiseaux en pleine migration. Un vol qui se déroule comme des arabesques, modulé par un chef d'orchestre invisible, qui se laisse entraîner vers une terre d'accueil où se reposer... Des êtres vivants, sans nom, une foule anonyme, combien sont-ils? En 1991, il y a eu plus de 10 000 passages au mobilhomme. Temps d'arrêt pour reprendre souffle, pour échanger un regard, pour se laisser réconforter. Et puis ils s'en vont ces passants de l'exil, laissant à peine une trace.

Mais ce n'est pas tout. Au-dessous de ce vol extraordinaire, un 747 à croix blanche s'apprête à atterrir. Une masse incapable de rivaliser avec les oiseaux, un volume qui sera toujours trop petit pour héberger ces exilés du ciel. Le mobilhomme prévu pour une famille de vacanciers est installé au centre d'une importante migration...

Là, dans le ciel, l'illustration vivante de ce que nous essayons de vivre sur terre. Un clin d'oeil pour ceux et celles qui désespèrent devant l'immensité de la tâche et le nombre des migrants de par le monde. Un encouragement à poursuivre malgré nos moyens dérisoires et à inventer de nouvelles propositions au fur et à mesure de l'évolution du cortège des migrants.

Olivier Labarthe



Zaïre: Espoir ou incertitudes?

Les trois derniers mois de l'année 1991 ont été riches en événements au Zaïre et ont poussé beaucoup de médias à porter leur intérêt, le temps de quelques éditions, sur ce pays.

Aujourd'hui, tout semble se tasser et on a comme l'impression que plus rien ne se passe. Qu'on ne s'y trompe pas, la situation demeure tendue et peut– être même, aujourd'hui plus qu'hier, l'avenir du pays est en train de se jouer. Dans une nébulosité difficile à dissiper, il est vrai. Mais, certaines échéances ainsi que la pression de la population, ne laissent pas beaucoup de marge aux responsables politiques.

– Le président de la République en premier, dont le mandat a expiré depuis le 5 décembre 1991. Pourra-t-il jouer longtemps encore les prolongations sans légitimité constitutionnelle?

– La Conférence nationale dont les travaux ont finalement débuté, se présente comme une institution incontournable. Arrivera-t-elle à préparer l'avénement de la troisième République?

La population a désormais son regard tourné vers le futur et observe avec circonspection les multiples tractations qui se font entre les différentes forces politiques.

Qu'est-ce qui risque de se passer demain?

Nous avons essayé de réfléchir sur trois scénarios possibles, trois scénarios empreints d'optimisme mais aussi de doute et même d'incertitudes. Trois scénarios guère exhaustifs car tout bouge, tout change si vite dans ce pays à l'heure actuelle que personne ne peut en réalité prédire ce qui va se passer demain.

Pourquoi le changement maintenant?

Le 24 avril 1990, dans un discours solennel devant les représentants de la quasi-totalité des institutions de la République, le Président Mobutu annonce l'avénement de la démocratie au Zaïre.

Il démissionne du parti dont il est le fondateur, promet la reconnaissance de deux nouveaux partis devant concurrencer le M.P.R. (Mouvement populaire de la révolution), parti unique jusque-là. Il parle également de la tenue prochaine des élections à tous les niveaux.

L'assemblée marque un temps avant d'applaudir, le Zaïre vient d'annoncer un tournant dans son histoire.

La population retient mal sa surprise et un vent de libération souffle sur Kinshasa ce soir-là. Dans l'arrière pays la situation est calme et les gens préfèrent attendre et observer. La nouvelle est brusque et les décisions trop importantes. On ne se réveille pas facilement d'une léthargie qui a duré 25 ans. Puis les choses se précipitent. Les partis d'opposition qui jusque-là opéraient dans la clandestinité s'affichent fièrement et exigent l'accélération du processus démocratique. Les intellectuels, les étudiants, réclament la transparence et dénoncent les abus du pouvoir.

Les anciens dignitaires du régime manifestent leur amertume vis-à-vis de Mobutu et la lui montrent. Certains décident carrément de lui tourner le dos et rejoignent les partis d'opposition quand ils n'en créent pas eux-mêmes.

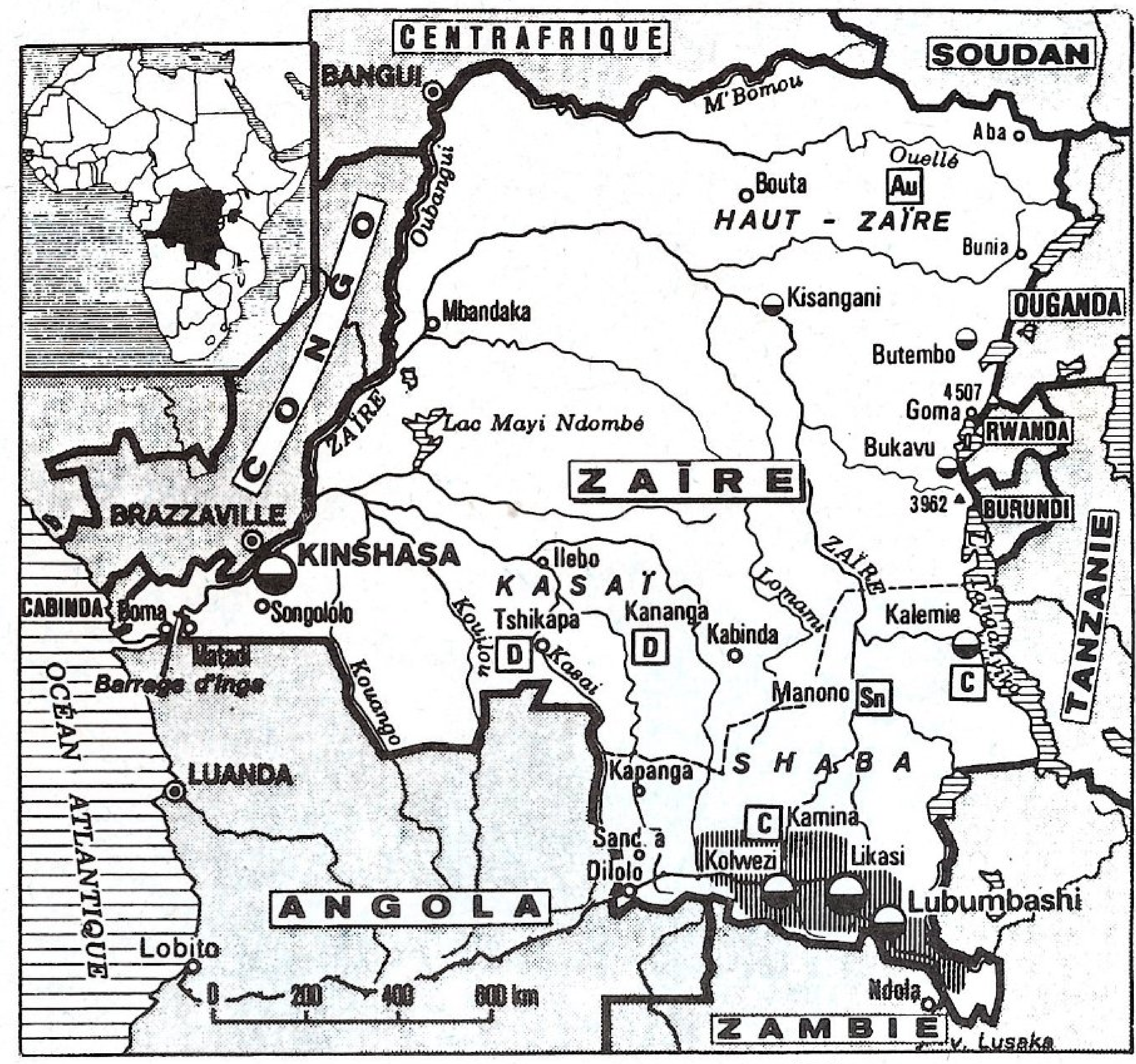
Les journaux libres se multiplient et publient des textes inédits. Le pouvoir garde cependant le contrôle de la radio et de la télévision.

Le Président Mobutu se terre pendant ce temps et observe le calme plat. L'opinion, habituée à ses pirouettes, s'attend à son retour et à sa reprise en mains de la situation mais rien ne se passe. Les exigences de l'opposition deviennent plus pressantes, Mobutu essaie de noyauter celle-ci, il échoue. Il finance même la création de vrais faux– partis d'opposition pour affaiblir les vrais, mais ne réussit pas... Il doit hélas constater que le pouvoir lui glisse entre les doigts.

– Les bailleurs de fonds traditionnels ferment les robinets et prient le président de bien accompagner le processus démocratique.

– L'inflation augmente, les grèves se multiplient et les manifestants sont de plus en plus nombreux dans la rue.

– L'homogénéité de l'armée n'est plus ce qu'elle était et quelques fissures se dessinent en même temps que certains



Ressources minières : Au = Or D = Diamants Sn = Étain C = Charbon

Région minière du Haut-Shaba (cuivre, cobalt, argent, zinc, plomb, uranium)

Activité industrielle importante

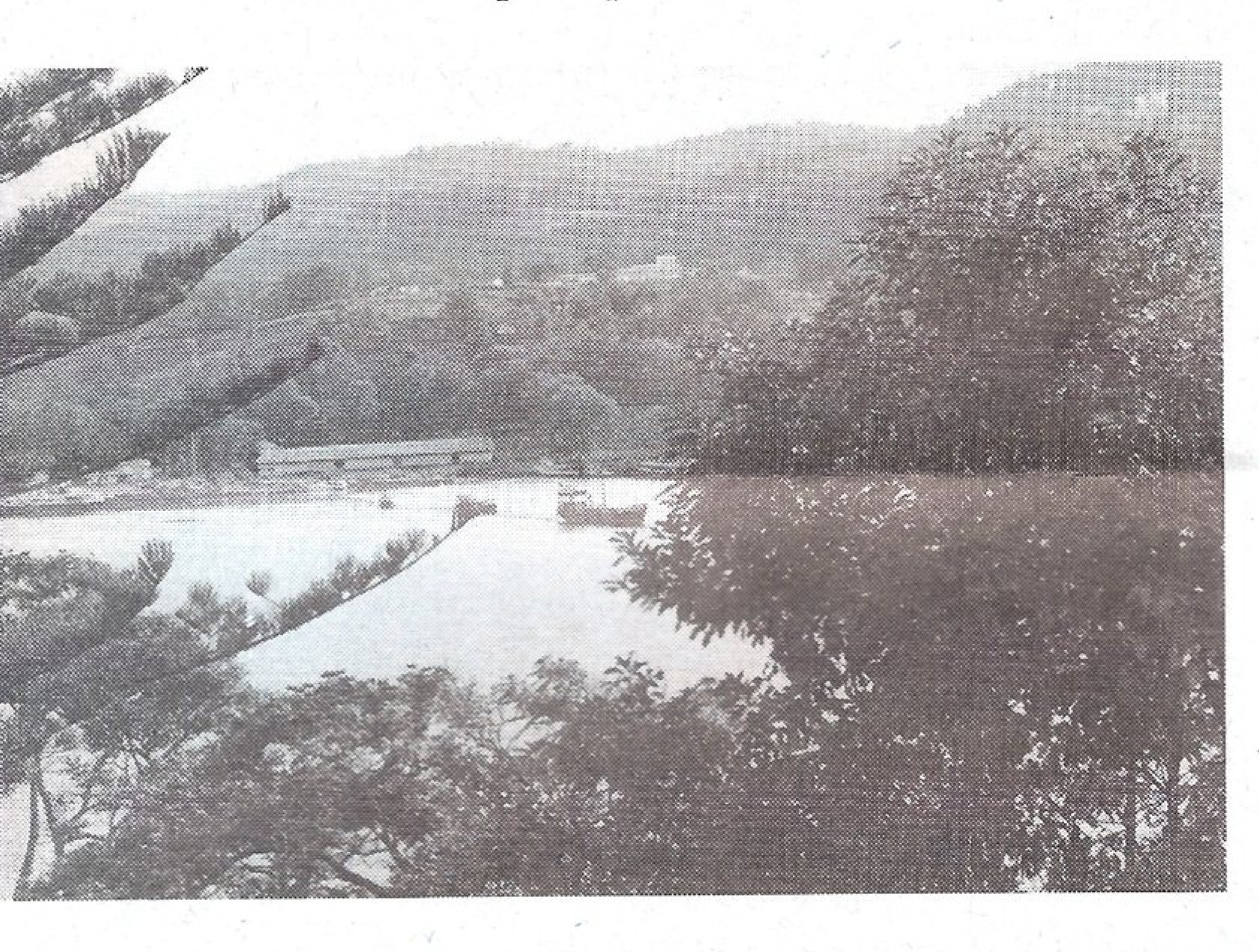
militaires affichent sans retenue leur exaspération. Quelques liasses de zaïre (monnaie locale) ne suffiront plus pour racheter leur fidélité.

Mobutu apparaît de temps en temps à la télévision, ses déclarations manquent d'assurance et n'annoncent rien de nouveau. Le monarque est à bout. Il joue avec le temps mais le temps joue contre lui.

La situation dure ainsi plus d'une année et le Zaïre semble livré à lui-même. La démission au niveau de l'Etat est manifeste.

Le 24 septembre 1991

Les Kinois (habitants de Kinshasa) se souviendront encore longtemps de cette date. La population, ce jour-là, se réveille sous les bruits des balles. Pour une ville qui n'a jamais connu une seule guerre, l'émotion est vive. On croit un moment à un putsch ou à une mutinerie mais la radio reste muette sur ce qui se passe.



Seuls les éléments de la division parachutistes du Camp CETA s'affichent et aucune autre division n'ose les empêcher de procéder au pillage des magasins et autres villas cossues.

Les militaires se servent les premiers et la population achève le travail.

Le pouvoir laisse faire la population et les «nantis» assistent impuissants à leur dépouillement. En deux jours, la ville est mise à sac et le tissu économique (ou du moins ce qu'il en restait), est détruit. La France ainsi que la Belgique dépêchent des troupes... Pour assurer la sécurité des occidentaux?... Pour venir en aide au régime de Mobutu?... L'opération est bien exécutée et le calme (rélatif) revient après trois jours. Pour l'opinion étrangère, le Zaïre vient de se condamner au suicide et d'aucuns observent avec satisfaction ce geste prémonitoire qui annnonce la chute de Mobutu. Pour l'opinion zaïroise, le président est nu. Il ne contrôle plus l'armée, il faut peut-être maintenant le pousser à la sortie.

Plusieurs points resteront à jamais obscurs sur ces pillages ainsi que l'intervention de la France et celle de la Belgique à ce moment-là. Les nombreux entretiens entre la Belgique, la France et les USA qui ont suivi cette crise, ont fait dire à certaines parsonnes que ces pays, les premiers intéressés par le Zaïre, n'arrivaient pas à s'accorder sur une stratégie commune à adopter vis-à-vis du Zaïre. Bien plus, Mobutu lui-même a déclaré que seules la France et la Belgique souhaitaient son départ et que les USA le soutenaient encore. Il a même ajouté qu'il avait à sa disposition des preuves qui font état d'un plan d'élimination élaboré par le département spécialisé du gouvernement français. La première déclaration a bien embarrassé les milieux officiels américains qui se sont empressés de publier un communiqué officiel dans lequel ils marquaient leurs distances à l'égard du Maréchal-Président et invitaient ce dernier à composer avec l'opposition. Tout le monde a alors parlé du lachâge de Mobutu par ses anciens protecteurs.

Les pillages du mois de septembre ont décidé les derniers coopérants et autres commerçants étrangers à quitter le Zaïre.

Les ambassades ont réduit leurs personnels et certaines ont carrément fermé. Il en est de même pour certaines entreprises. Aujourd'hui la situation est indescriptible. Le secteur informel s'installe et prospère, l'inflation grimpe et provoque une dévaluation quasi quotidienne de la monnaie. La planche à billets continue à tourner et permet à Mobutu de calmer les esprits surchauffés qui contiennent mal leur colère. Les produits de première nécessité se font de plus en plus rares et la misère de la population devient insoutenable. Kinshasa, aux dires des gens qui l'ont visitée dernièrement, ressemble à une ville sortie à peine d'une guerre.

Sur le plan politique, rien de concret ne s'accomplit. L'espoir suscité par le démarrage des travaux de la conférence nationale avec à sa tête monseigneur Mosengo, président du Conseil épiscopal du Zaïre, s'est envolé avec la suspension au début de l'année de ces travaux.

Par ailleurs, la valse qui s'effectue à la tête du gouvernement (en moins de deux mois, le Zaïre a changé quatre fois de premier ministre) ne rassure persone.

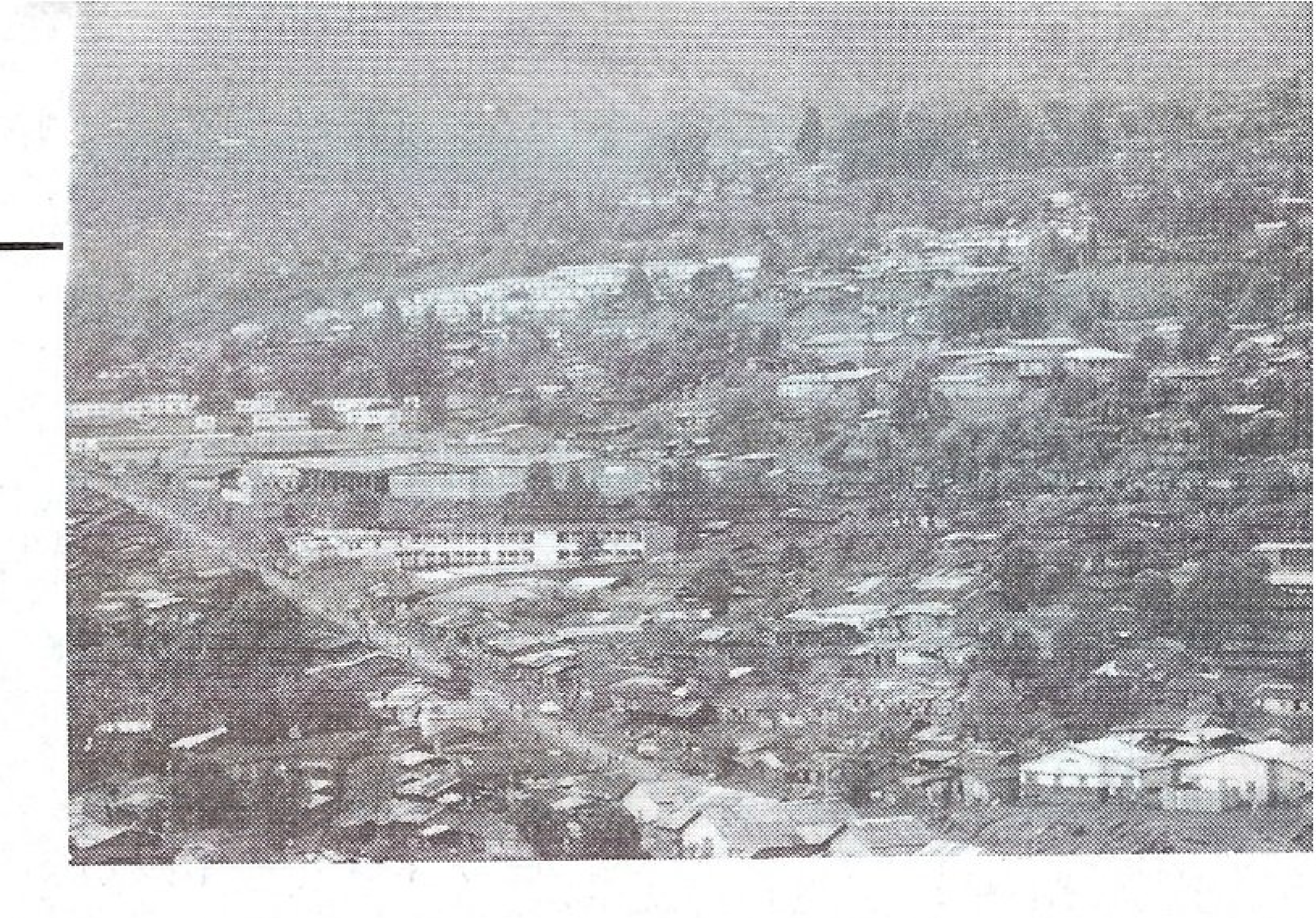
Le peuple constate avec consternation la profondeur de l'abîme dans lequel le régime de Mobutu l'a conduit. A l'extérieur, rien ne bouge, les exigences de l'occident restent claires: Pas de coopération sans démocratie; à quoi Mobutu semble rétorquer: Pas de démocratie sans moi. D'où le blocage de la situation. Celui-ci pourra-t-il durer encore longtemps? Le pays restera-t-il encore plusieurs mois sans un état en fonction? Le changement se fera-t-il avec ou sans Mobutu? Débouchera-t-il sur une crise profonde ou au contraire sera-t- il porteur d'un avenir prometteur?

Les scénarios que nous avons essayé d'élaborer nous aident à esquisser quelques réponses à ces questions.

Les scénarios

Scénario 1:

Comme Mobutu ne semble pas vouloir passer la main ni même se retirer du pouvoir, nous avons imaginé le premier scénario en le considérant toujours à la tête du pays, mais



cette fois conduit ou reconduit par la voie des urnes et le verdict reconnu aussi bien par la population zaïroise que par l'opinion internationale.

Ce scénario est probable car Mobutu ne redoute guère les élections démocratiques quand bien même elles devraient être supervisées par des observateurs étrangers.

Pour sa réussite, il mise sur sa popularité installée depuis 26 ans et restée presqu'intacte dans l'arrière-pays coupée de l'information et de la formation politique adéquate. Il mise également sur un appareil administratif, le même depuis 26 ans, qui fonctionne de la même manière et pour un seul but, le renforcement du pouvoir d'un seul homme, lui. Enfin, il se sait seul populaire, les autres candidats potentiels n'étant pas aussi connus que lui au niveau de l'ensemble du pays. En 26 ans de règne, il ne s'est offert aucun dauphin. Il n'a pas permis non plus à un seul Zaïrois d'emerger jusqu'à s'approcher de la dimension du Président.

Sa fortune étant colossale, sa campagne électorale ne devrait poser aucun problème. Pour l'étranger et plus particulièrement pour l'occident, Mobutu a toujours été un allié fidèle, pourquoi n'envisagerait-on pas des relations avec un Mobutu «rénové»?.

Dans l'éventualité d'un tel scénario, nous pouvons imaginer Mobutu se prêter volontiers au jeu démocratique. Il présiderait et le gouvernement gouvernerait. Le parlement retrouverait son rôle et l'Etat ré-existerait. Petit à petit le Zaïre retrouverait sa crédibilité et la situation économique s'améliorerait.

L'intérêt pour Mobutu d'envisager un tel scénario est double. D'une part, cela lui permettrait de redorer tant soit peu son blason, en même temps qu'il se ménagerait une sortie moins humiliante à l'issue de son mandat. Ce serait aussi une façon d'échapper aux multiples poursuites dont il risque de faire l'objet actuellement.

Pour son nouveau mandat, il essaierait de se réconcilier avec son peuple en assouvissant ses désirs démocratiques, en même temps qu'il travaillerait pour l'amélioration des conditions sociales de celui-ci.

Pendant ce temps, de nouvelles forces politiques émergeraient et la lutte de succession s'engagerait.

Mobutu, oublié car ne comptant plus dans le futur paysage politique peut s'imaginer prendre sa retraite en toute quiétude et laisser la scène politique aux nouveaux éléments.

Pour qu'un tel scénario réussisse, Mobutu doit en quelque sorte se saborder, il doit rompre avec le système ainsi que l'appareil qu'il a conçu et réalisé durant son règne dictatorial. Quelle serait alors la réaction de ces milliers de gens qui ont voué leur vie à la défense du Mobutisme et qui ont ruiné le pays? Peuvent-ils accepter un revirement aussi important? Et Mobutu lui-même, est-il assez sage pour rompre avec son passé médiocre et accepter qu'il n'est jamais trop tard pour mieux?

Quels que soient les doutes et les questions quant à la réalisation d'une telle démarche, il nous semble qu'un tel scénario reste probable.

Scénario 2:

Le deuxième scénario est celui qui peut être imaginé en tenant compte de la situation actuelle qui ne connaîtrait d'autre développement que la dégradation continuelle. Devant l'intransigeance des parties engagées la crise s'accentue, la situation devient intenable et le Zaïre implose. C'est la démission de l'Etat (on n'en est pas loin aujourd'hui). Le chaos généralisé et le début des conflits aux conséquences qu'on ne peut encore prévoir.

Il ne faudrait même pas compter sur un coup d'état pour voir le pays sauvé d'une telle catastrophe. Depuis que l'armée a été divisée par le président lui-même, aucun officier, à part lui-même, ne jouit de l'unanimité au niveau de l'ensemble des troupes. Un coup d'état conduirait inévitablement à une tension forte, au sein même de l'armée, qu'il soit précédé ou pas de la disparition de Mobutu.

Dans les centres urbains, les tensions inter-tribales dégénéreraient en conflits ouverts. Cependant l'embrasement généralisé du pays est peu envisageable dans la mesure où les conquêtes des territoires et les occupations ne sont pas le leitmotiv dans les tensions inter-ethniques.

Quoiqu'imaginable, ce scénario nous semble peu probable, tout simplement parce que le Zaïre fait partie de ce que les observateurs appellent l'Afrique utile. C'est-à-dire celle qu'on ne peut se permettre d'ignorer. En effet, compte tenu des multiples intérêts que nombre de pays importants détiennent au Zaïre, il est impensable que ces derniers puissent laisser couler le Zaïre. L'histoire de ce pays est très riche en interventions extérieures, elle le sera longtemps encore.

Ces interventions changeront de nature certes, et les moyens de pression de forme, mais elles seront présentes.

Qu'impliquerait alors l'intervention de l'extérieur?

– Soit le départ forcé de Mobutu à qui l'on proposerait éventuellement un exil doré.

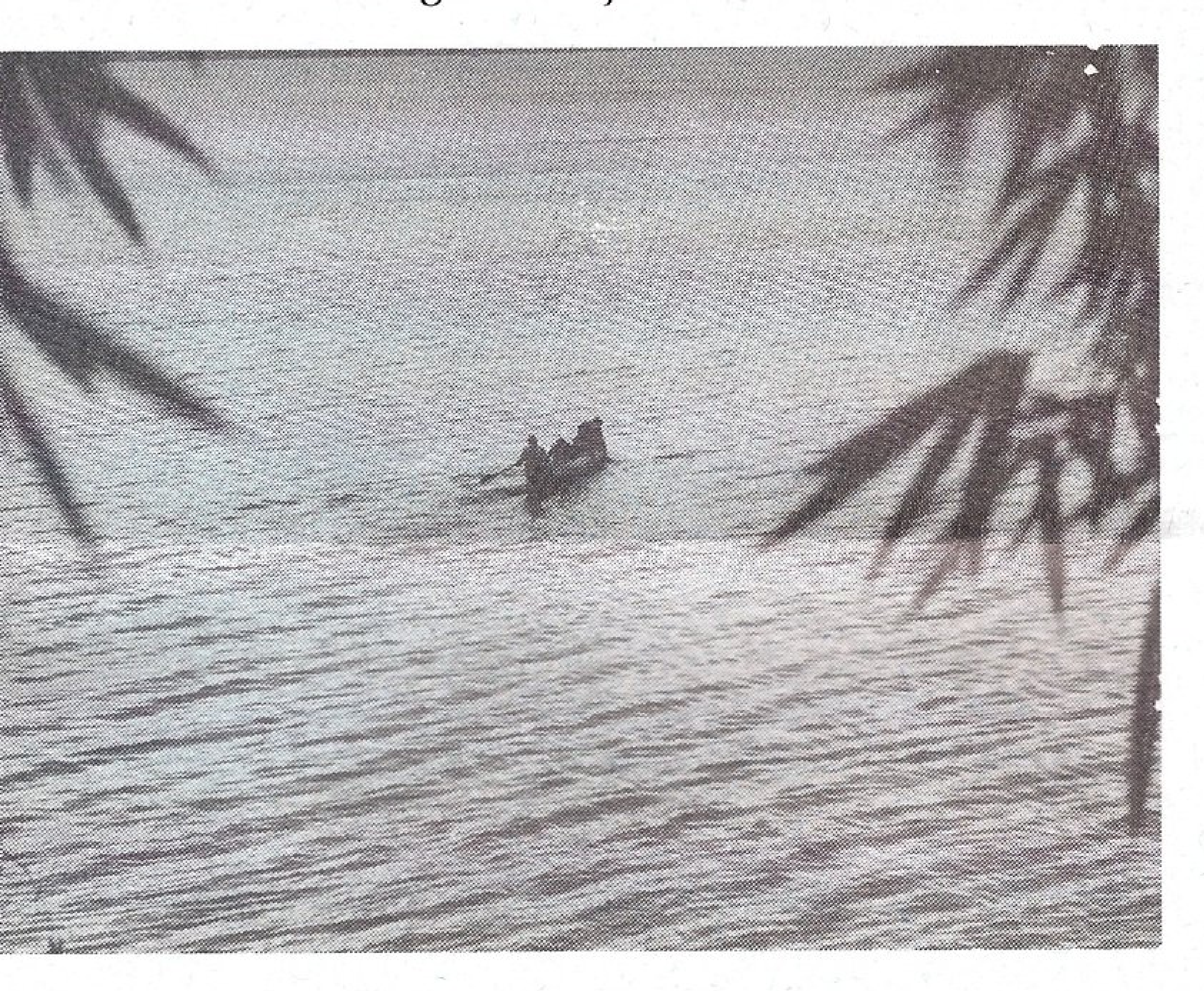
– Soit le retour de Mobutu lui-même sur la scène politique avec peut-être de nouvelles options mais aussi et surtout avec l'appui massif de ceux qui ont toujours cru en lui et assuré la pérennité de son pouvoir.

– Une autre possibilité, consisterait à appuyer une personne de l'opposition ou un militaire qui aura pour mission prioritaire de sauvegarder l'unité du pays. Car l'éclatement du Zaïre n'arrangerait personne.

Par le passé les interventions se faisaient rapidement et efficacement, le but alors était de barrer la route au communisme et sauvegarder les intérêts respectifs. Aujourd'hui, dans un paysage politique international dominé essentiellement par l'occident avec à sa tête les USA, les interventions ne se font plus automatiquement. Aussi le contenu des messages adressés aux fidèles alliés change.

On n'est cependant pas encore arrivé au point de laisser complètement un pays décider seul de son sort. Certes les cas varient suivant les intérêts que représente chaque nation, mais d'une manière générale les discours et les modes d'intervention ont profondément changé.

L'opération des parachutistes français au Shaba en 1978 est difficilement imaginable aujourd'hui.



Scénario 3:

Quiconque suit la politique en Afrique aujourd'hui sait ce que l'on veut dire lorsqu'on parle de la Conférence nationale. Ces états généraux qui ont pour tâche de préparer et lancer les bases d'une nouvelle République.

Initiée par le Bénin, l'idée de la Conférence nationale s'est répandue en Afrique et nombreux sont les Africains qui voient en cette idée la clé du salut.

Au Zaïre, malgré les grandes réticences du Président Mobutu, la conférence nationale a fini par s'imposer et a entrepris ses travaux.

Plusieurs fois suspendue et bien souvent boycottée par les partisans du Régime, la Conférence nationale s'impose aujourd'hui comme étape transitoire indispensable. Le troisième scénario serait celui qui serait imaginé à partir des conclusions des travaux de la Conférence nationale. Selon toute vraisemblance, cette dernière prierait Mobutu de quitter purement et simplement la présidence de la République. Au mieux, il bénéficierait d'un statut de citoyen d'honneur à qui l'on demanderait de prendre une retraite anticipée. Au pire, il serait poursuivi et condamné pour les multiples crimes dont il a été l'instigateur.

C'est par crainte notamment de cette dernière éventualité que Mobutu, par ses partisans interposés, ne cesse de saper les travaux de la Conférence nationale.

Renvoyé à la retraite ou poursuivi par la justice, Mobutu serait remplacé par un conseil des sages. Ce dernier, en attendant la tenue des élections présidentielles dirigerait le pays. Pendant ce temps, ce conseil nommerait un premier ministre qui serait appelé à composer un gouvernement de transition. La Chambre des représentants serait tout simplement remplacée pendant la période transitoire par la conférence nationale. Une nouvelle constitution devrait voir le jour et de nouvelles élections organisées. Ce scénario, l'idéal aux yeux de l'opinion zaïroise a le désavantage d'être long mais il est le seul porteur de réels espoirs.

Cependant, compte tenu des multiples intérêts en jeu et des différentes forces en présence, il est peu probable qu'il sera permis aux Zaïrois de s'offrir cette démarche, la seule hélas à même de leur garantir aujourd'hui un nouveau et bon départ.

Aux lendemains de l'accession du Zaïre à l'indépendance, l'occident a voulu faire de ce pays un état stable, une plaque tournante au cœur de l'Afrique, avec à sa tête un homme fort et respecté. Le choix porté sur Mobutu s'est révélé payant. En 26 ans de règne, celui-ci aura rendu des services appréciables à l'occident. N'eussent été sa cupidité, sa mauvaise gestion ainsi que son culte du pouvoir qui ont conduit le pays à la ruine, il serait encore aujourd'hui un président fréquentable.

Le système développé et entretenu par Mobutu lui-même a fini par faire de ce pays une sorte de vase des danaïdes et les milieux soucieux d'aider le Zaïre désespèrent de transférer à perte des fonds dans ce pays.

La corruption généralisée ainsi que le détournement systématique des deniers de l'Etat ont fini par décourager tous les bailleurs de fonds y compris la Banque mondiale ainsi que le F.M.I.

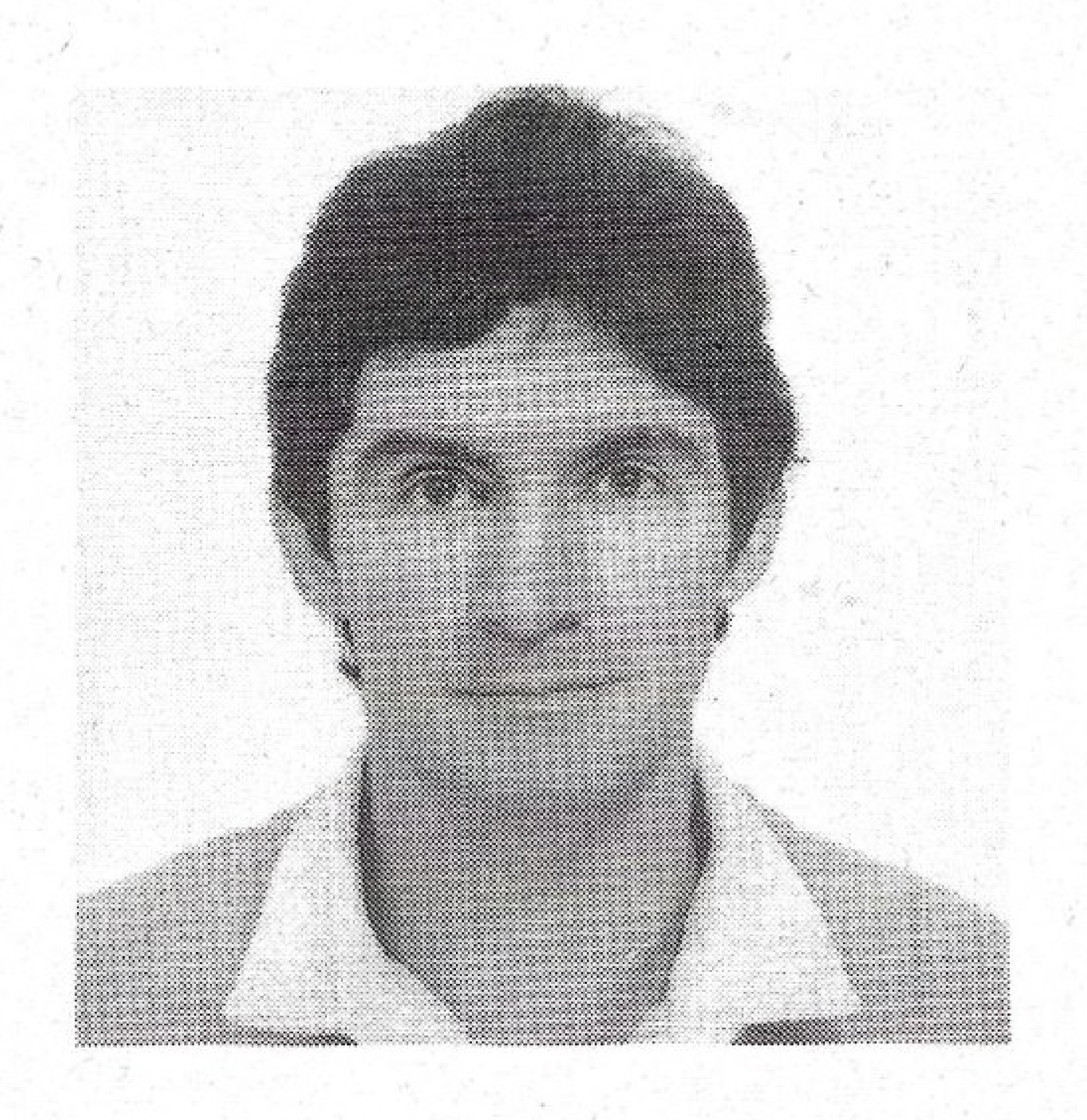
Seules quelques entreprises en quête du profit facile continuent à opérer au Zaïre, quelques trafiquants aussi, au grand dam du peuple zaïrois.

Le Zaïre est à la base, un pays bien loti, c'est connu, et son peuple a toujours surpris par son dynamisme. Pour peu qu'on veuille bien l'aider à bien repartir, c'est un pays qui devrait, à plus ou moins brève échéance, assurer le bien être et la prospérité non seulement à ses concitoyens mais également à ceux des nombreux pays liés directement ou indirectement au Zaïre.

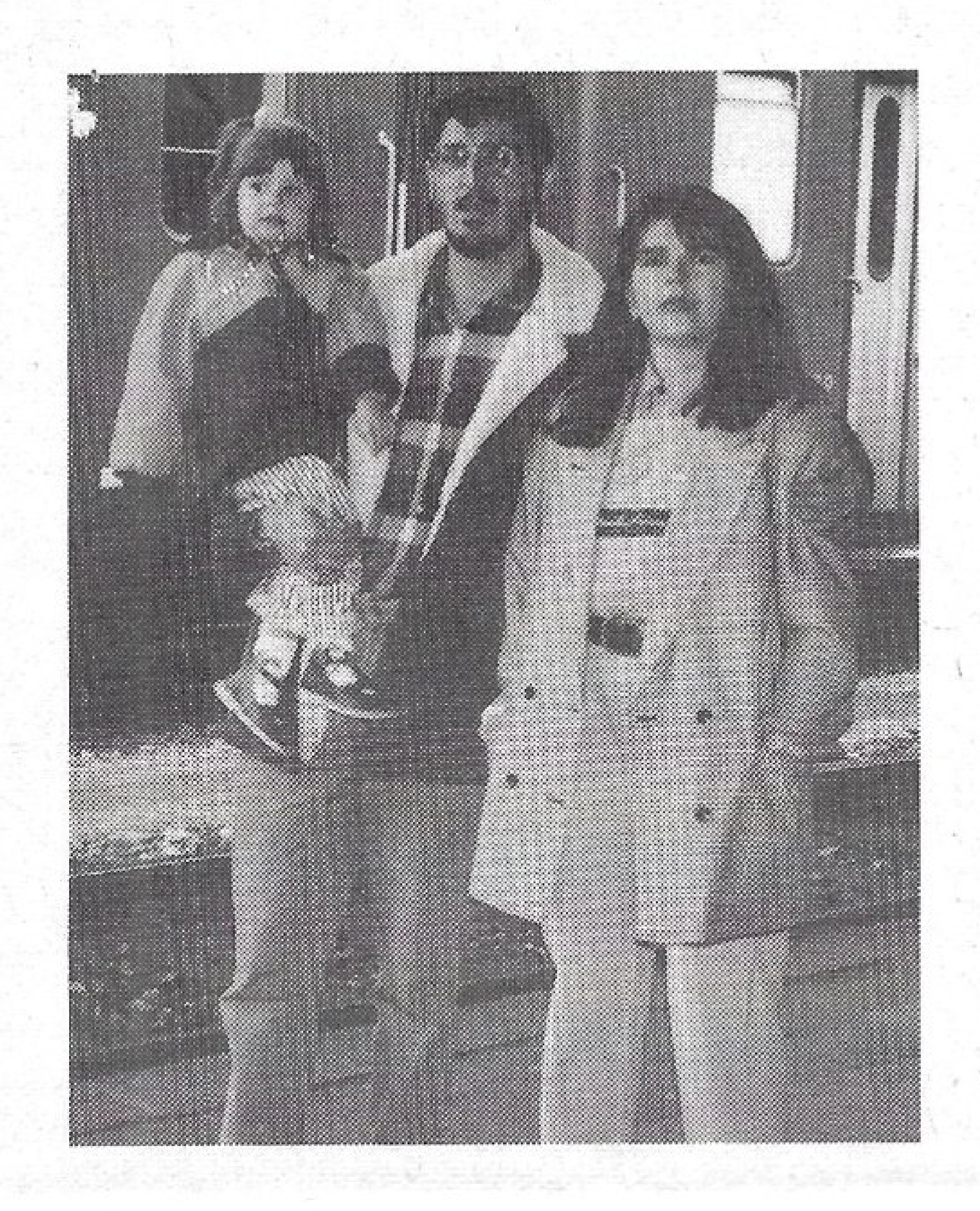
Kahamaile Justin, janvier 1991



Départs



Silvio Cavuscens, parti le 9 janvier 1992 pour Manaus, Amazonie brésilienne, en tant que conseiller technique et accompagnateur de projets pour la Coordination des Organisations Indigènes (COIAB), en particulier dans les contextes éducation et santé Javari, Ticuna et Yanomami.



Olivier Trotta et famille, partis le 1er janvier 1992 pour le Brésil à Itajuba. S'occupe de l'appui à l'ONG locale d'animation et sensibilisation communautaire de quartiers populaires dans les domaines de la santé, de l'éducation pastorale et de la formation socio-politique.



Pierre-Michel Pierroz, est parti le 9 janvier 1992 pour l'Afrique où il travaillera, dès le 2 février 1992, à Zoméa en République Centrafricaine: il participera à un projet d'habitat, d'aménagement des sources, de promotion agricole, en collaboration avec la population pygmée; il s'occupera également de la formation et de l'accompagnement d'un homologue et des animateurs.

Naissances

Thibaut, né le 20 juillet 1991, a été adopté en Haïti par **Anne et Georges Emery-Bagnoud**, volontaires FSF, B.P. 1594, Port-Au-Prince, Haïti.

Laura, née le 29 novembre 1991, au foyer de **Flavia et Olivier Trotta**, habitant à R. José Candido Pereira dos Santos 198 à Itajuba, 37500 M.G., Brésil.

Lua, né le 14 janvier 1992, au foyer de **Pascale et Olivier Souvay-Gigon**.
Adresse au Brésil: c/o Francisco Ribeiro Viana, rua Praia de Boa Viagem 242, Conj. Agua Fria, 58000 Joao Pessoa – PB/Brasil.

Mariage

Marie-Claude Menoud, volontaire FSF à Cochabamba en Bolivie, avec **Bonifacio Marca**, le 9 décembre 1991 au Collège Juan XXIII à Cochabamba en Bolivie.

Adresse: Colegio Juan XXIII, Casilla 1500, Cochabamba, Bolivie.



Voici le budget GVOM pour 1992. Sauf imprévus, il sera à peu près équilibré, pour autant bien sûr que les contributions en cours restent au niveau de celles des années précédentes.

En d'autres termes, nous comptons toujours sur votre soutien pour continuer les actions engagées et nous vous remercions de vos contributions régulières. Cette fidélité dans votre appui est très importante pour nous, d'une part elle permet un travail dans la continuité, d'autre part c'est un gage de votre intérêt pour notre action.

«Interrogation» vous renseigne au fil de l'année sur des aspects particuliers du travail. Ce lien est important car c'est le seul moyen régulier de vous tenir au courant des différents aspects de notre activité en Suisse et outre-mer.

Nous sommes toujours présents en Amérique centrale et du sud avec actuellement 15 volontaires. En 1991 et pour la première fois, les engagements se sont étendus au Costa-Rica. Les volontaires sont Pascale et André Kohli accompagnés de leurs enfants Claudia et Benjamin. Engagés par le ministère de l'éducation, ils collaborent à la mise en place d'un programme national écologique ayant pour but de sensibiliser la population à une gestion équilibrée des ressources naturelles. L'accent de ce programme est mis sur le reboisement et leur travail est aussi bien théorique (cours) que pratique (création de pépinières).

Au Nicaragua, une nouvelle volontaire, Micheline Wanzenried a pris en charge l'animation du centre Rolando Carrazo à Managua. Cette institution qui dépend du ministère de la sécurité sociale accueille environ 120 enfants de 0 à 11 ans, enfants abandonnés, orphelins, ou placés pour mauvais traitements. En complément de ses objectifs thérapeutiques, l'animation comprend également les loisirs et la préparation des fêtes.

Des informations détaillées sur les activités de chacun des volontaires sont disponibles, n'hésitez pas à nous contacter si vous désirez en savoir plus. De même vos remarques et suggestions sont toujours les bienvenues.

Francis Monod, coordinateur

Recettes

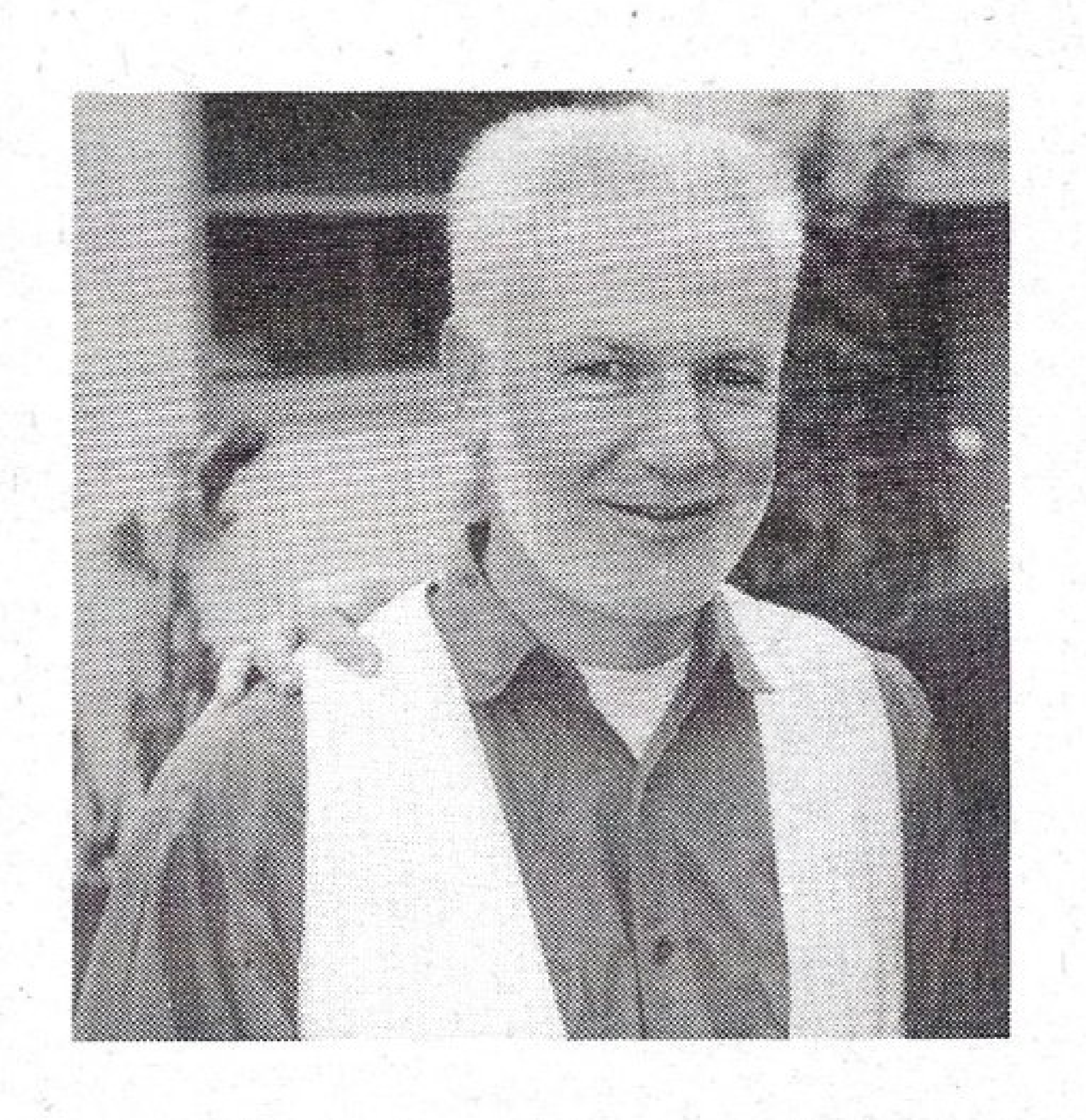
Dons soutien volontaires	3 300.–		
Dons membres GVOM	25 000.–		
Dons divers	20 000.–		
Dons paroisses	1 200.–		
Total dons		49 500.–	
Autres revenus		8 000.–	
Abonnements «Interrogation»		3 000.–	
Contribution DDA	329 400.–		
Contribution DM	15 000.–		
Total contributions		344 400.–	
Total recettes			404 900.–

Dépenses

Frais divers volontaires		240 000.–	
B.A.T		32 000.–	
Salaire et ch. soc. permanent		46 200.–	
Charges sociales volontaires		23 000.–	
Frais administratifs		19 000.–	
Imprimerie	18 000.–		
Frais d'envois	6 000.–		
Frais «Interrogation»		24 000.–	
Frais de formation		6 000.–	
Don Quart Monde	10 000.–		
UNITE	2 000.–		
Dons, cotisations	600.–		
Abonnement ANN	2 000.–		
Actions ponctuelles	6 000.–		
Soutien M. Alanis Argentine	3 000.–		
Total solidarité		23 600.–	
Total dépenses			413 800.–
Total recettes			404 900.–
Déficit présumé			**8 900.–**

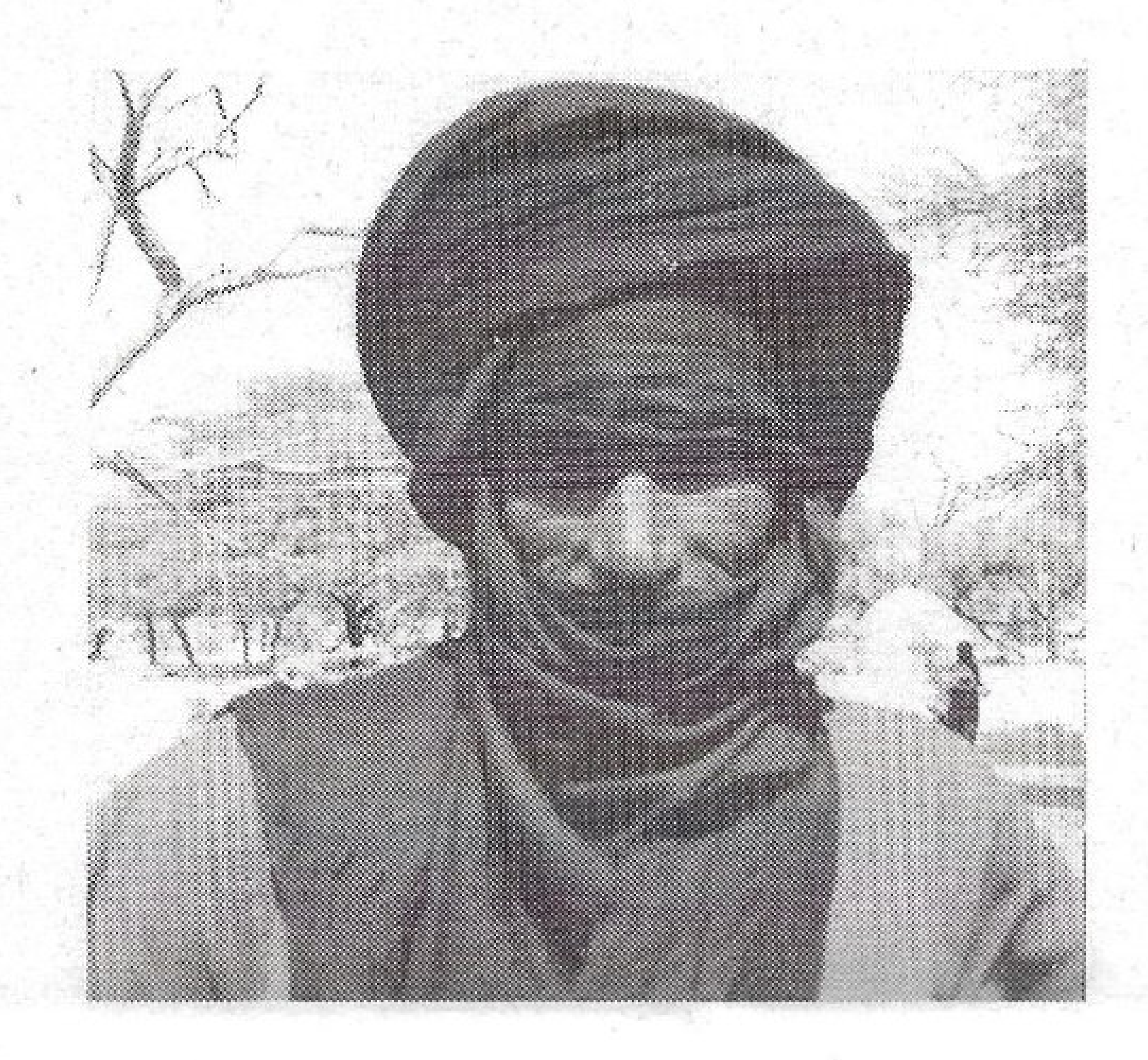
20 janvier 1992

Un ami nous quitte



Jean-Luc Tissot a quitté notre Secrétariat international de Neuwied en Allemagne, après 14 ans d'intenses activités. D'origine suisse (Neuchâtelois «du haut»), il a travaillé au Zaïre avant d'être membre du Comité suisse d'Eiréné et de l'équipe de rédaction d'Interrogation.

En 1978 il s'engage en Allemagne pour occuper le poste de secrétaire général jusqu'en 1986. Promoteur du Programme Nord francophone, il laisse un vide difficile à combler en s'engageant en janvier 1992 dans la lutte contre le sida dans la ville de Braunschweig.



Conférence – Débat – Projection de diapositives

Vendredi 6 mars 1992 à 20h au Louverain, Les Geneveys-sur-Coffrane

«Les Touaregs face aux mutations en Afrique»

A cette occasion, notre animateur, Jean-Denis Renaud, décrira le travail d'Eiréné au Niger, en particulier le projet d'appui à l'auto-promotion des paysans (PAAP) qu'il a visité l'automne dernier.

Ne manquez pas de venir vous informer sur notre travail au Niger, par là même vous prendrez connaissance de la condition des Touaregs.

Demandez notre liste détaillée de postes à pourvoir

En Allemagne

Secrétariat International, Neuwied

Responsable des «services pour la paix» Nous cherchons pour notre équipe du Bureau International d'Eiréné un/e collaborateur/trice engagé/e dans le travail de paix qui poursuive une activité avec les pays francophones (France, Belgique, Suisse).

Tâches: Accompagnement des volontaires en service (principalement des objecteurs de conscience allemands en service civil). Recherche de nouveaux lieux de service. Préparation et organisation de sessions pour volontaires.

Travail varié demandant une solide expérience professionnelle. Personne francophone avec de solides connaissances d'allemand. Délai de postulation: au plus vite.

Programme Sud

Niger

Directeur/trice de Programme Pour le bureau d'Eiréné à Agadez, pour l'accompagnement de nos volontaires et pour l'exécution des projets Eiréné à Agadez. Il est nécessaire d'avoir une expérience professionnelle avec spécialisation dans l'aide au développement ou à la coopération internationale, une expérience de travail en équipe, de travail administratif (dans un projet d'aide au développement), ainsi que des qualités pédagogiques.

Un/e Instituteur/trice A Niamey.

Tâches: participation à un groupe de travail sur l'enseignement des mathématiques au niveau primaire. Travail à l'élaboration/adaptation de livres pour les élèves et pour les maîtres, évaluation des manuels après leur expérimentation dans les classes, cours de formation pour les enseignants. Il est nécessaire d'avoir: plusieurs années d'enseignement au niveau primaire, intérêt pour les mathématiques.

Nicaragua

Un/e collaborateur/trice (pour ECOM, Entreprise pour les Médias et les Communications) à Juigalpa, Chontales.

Tâches: formation des conseillers pour les médias, en vue d'une qualification professionnelle, formation et perfectionnement des collaborateurs et collaboratrices dans la production de médias, réalisation et publication des imprimés, journaux, brochures et films vidéo. Une formation professionnelle est souhaitée dans les domaines suivants: pédagogie de l'éducation populaire, dessin professionnel, dessin technique, publicitaire et caricatural, film vidéo culturel et publicitaire, photographie.

(Adresse Eiréné au dos du journal)



Anne et Georges Emery, engagés dans l'animation rurale et l'enseignement secondaire sur le secteur de Thomonde (Haïti)

Port-au-Prince, novembre 1991

Chers amis,

Après le coup d'état survenu en Haïti, vous vous êtes peut-être demandés ce qu'on devenait au milieu de ces événements...

Bien que la situation ne soit pas du tout claire pour l'instant, voici quelques nouvelles «de l'intérieur». Depuis le 5 novembre, l'embargo a été décrété par les Etats-Unis et l'O.E.A. (Organisation des Etats américains) contre Haïti pour forcer le gouvernement mis en place par les militaires à faire machine arrière et à accepter un retour «à l'ordre constitutionnel», donc un retour du président Aristide.

Concrètement, les effets qui se font sentir pour l'instant sont l'impossibilité de trouver de l'essence, depuis une semaine environ. Beaucoup de voitures sont inutilisables, les transports publics se font très rares, ce qui entraîne la hausse des prix des marchandises et l'impossibilité pour beaucoup d'aller au travail. D'autre part, presque toutes les organisations étrangères ont rappelé leurs coopérants et volontaires, une grande quantité de projets ont été fermés et les fonds extérieurs sont bloqués pour l'instant. Beaucoup d'étrangers ont quitté le pays, par mesure de protestation et surtout par peur des conséquences de l'embargo. Port-au-Prince et les autres villes fonctionnent au ralenti; l'école qui devait rouvrir ses portes le 5 novembre n'a repris que très partiellement, beaucoup d'élèves et de professeurs étant absents par peur, par manque de moyens de transport ou en signe de protestation contre ce gouvernement. Les médias (radios, journaux, télévision) sont censurés et ne transmettent plus d'informations ou seulement des communiqués officiels et de la propagande en faveur du gouvernement actuel.

Après les massacres des premiers jours d'octobre, la pression militaire continue: arrestations, perquisitions illégales, fouilles et pressions sur les gens et les groupes qui ont soutenu Aristide. Les organisations paysannes et les communautés de base de l'Eglise sont particulièrement touchées.

L'ambiance actuellement est assez morose et tendue; les gens attendent qu'une solution soit trouvée, sans savoir ce que leur réservent les semaines à venir.

Actuellement, une délégation de l'O.E.A. est en Haïti; elle espère négocier le retour d'Aristide, alors que les militaires, certains partis et le gouvernement rejettent absolument cette éventualité. Le petit peuple espère et croit toujours au retour de «leur président» bien qu'un certain découragement commence à se faire sentir, vu la lenteur de l'évolution de la situation.

Quant à nous, le coup d'état nous a retenus pendant dix jours à Port-au-Prince, où nous étions venus faire nos achats. A notre retour à Thomonde, nous avons été surpris d'apprendre qu'une bande de malfaiteurs soutenus par les militaires avait commencé à voler et à tuer les cochons des groupements de paysans. Des menaces étaient faites sur le hameau de Marécage, où la mobilisation et la motivation des paysans avaient permis la mise sur pied des banques d'outils.

Le lundi 14 septembre, des paysans de Marécage fuyant la zone, viennent se réfugier chez nous, nous apprenant que le village a été attaqué par un grand nombre de gens soutenus et encouragés par les macoutes. Une personne a été tuée, plusieurs blessées; le dispensaire et les banques d'outils ont été saccagés et pillés, le presbytère saccagé et brûlé, plusieurs maisons et greniers ont été brûlés ou dévastés, tous les cochons des paysans ont été soit volés, soit tués sur place. Presque toute la population a pris la fuite.

Le travail de Georges avec les paysans est donc sérieusement limité actuellement, les groupements étant démobilisés, beaucoup de personnes cachées ou découragées. Les activités prévues (légumes, compostage, fabrication de pesticides naturels) sont pour l'instant reportées.

Il en est de même pour Anne: l'école qui devait recommencer le 5 octobre n'a pas rouvert ses portes; les parents n'enverront pas leurs enfants tant que la situation ne sera pas plus sereine.

Nous sommes donc pour l'instant en attente, comme tout le monde ici, d'un dénouement ou d'une solution qui permettra au pays de reprendre vie et espoir.

Pourtant, parmi tous ces événements bien tristes, nous avons une nouvelle heureuse à vous apprendre: Thibaut, petit Haïtien de trois mois et demi, est venu depuis deux semaines agrandir notre foyer où il fait notre joie et nous aide à espérer dans l'avenir. Ce petit bonhomme fragile et vulnérable nous donne le courage de continuer à vivre au milieu des Haïtiens et de partager avec eux les moments difficiles que traverse le pays à l'heure actuelle.

Nous restons confiants dans l'évolution de la situation et nous croyons que la justice et l'espoir renaîtront bientôt en Haïti.

Nous pensons bien à vous, chers amis de Suisse, qui nous soutenez toujours par vos messages d'amitié.

Amicales salutations et bonne fin d'année.

Anne et Georges et Thibaut

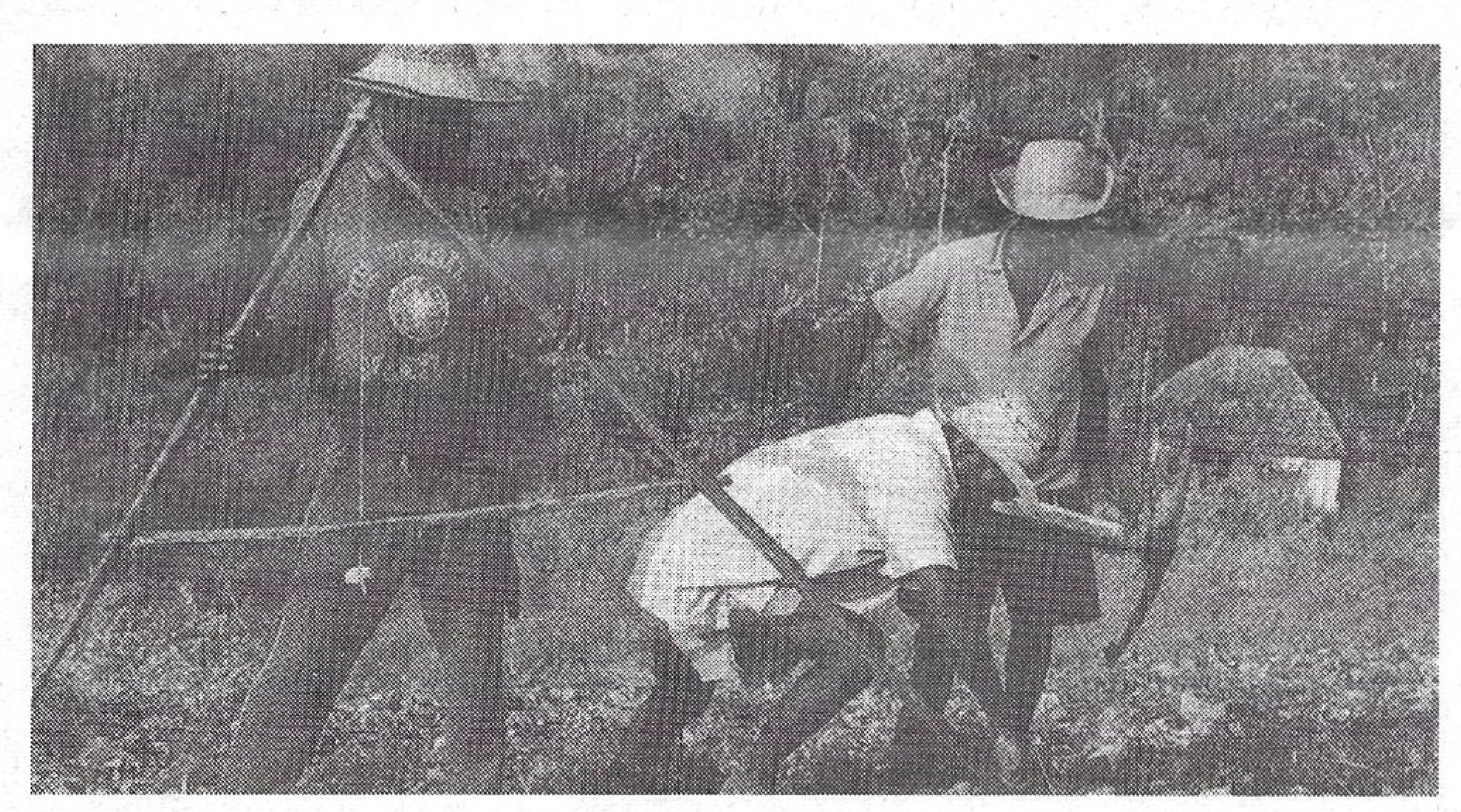
LETTRE D'OUTRE-MER

Maurice et Marie-Pascale Clerc, engagés dans l'accompagnement des groupements paysans et des petites écoles communautaires sur le Plateau central (Haïti).

Novembre 1991

Chers amis et parents

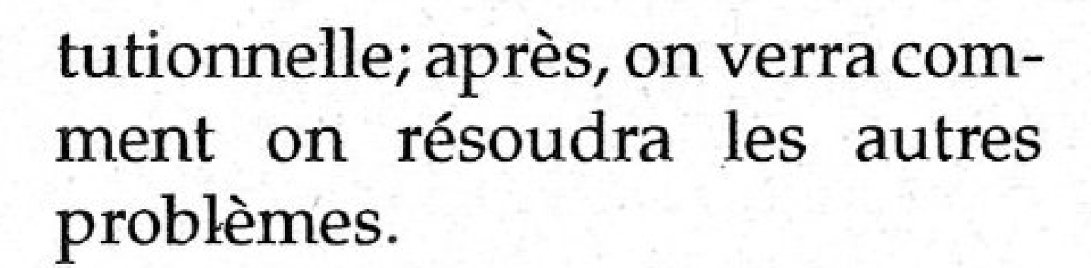
7 novembre, Terre-Cassée, au milieu de la rizière de Dieugrand, nous voilà tous réunis autour d'une casserole remplie de manioc doux bouilli. Je viens de passer un moment merveilleux avec quelques paysans de la région: la récolte du riz. Quelle satisfaction de se trouver dans cette rizière pour récolter un à un des épis splendides. Le riz céréale si précieuse pour les gens de cette région habitués à manger essentiellement du maïs et du pitimi. L'ambiance chaleureuse est comparable à celle des vendanges. Tout le monde est heureux de la récolte. Après avoir passé tant de temps à préparer la terre, à entretenir la récolte, l'ambiance ne peut être qu'à la fête. Cependant quelques épis de riz ne sont pas assez mûrs, il faut les laisser encore une semaine. Un petit regret se lit sur le visage de Dieugrand: «Si j'avais planté le riz plus tôt, j'aurais eu le temps de planter les légumes, de mettre quelques plants de tomates! L'année prochaine, je m'organiserai mieux pour que la terre soit prête à temps, afin de faire une belle récolte de légumes.» Tout en cueillant le riz, nous bavardons. La discussion est variée, mais la situation du pays nous préoccupe beaucoup et chacun partage ses espoirs et ses craintes.



Vous vous l'imaginez: en Haïti plus personne ne vit tout à fait normalement, depuis le coup d'état du 30 septembre dernier. C'est également notre cas, bien que nous ne soyons pas menacés. Vous en savez plus que nous grâce aux médias, donc inutile de répéter. Comme disait récemment l'ambassadeur de France en Haïti: «Le grand absent des discussions et le grand présent dans les cimetières est le peuple haïtien.» Les fous sanguinaires au pouvoir actuellement justifient leur coup en expliquant que le président Aristide avait fait trop d'erreurs et que le pays allait à la dérive. Ce genre d'argumentation a fait malheureusement des adeptes en Haïti et peut-être à l'étranger. Avec le peuple haïtien, nous disons:

NON!

1. Rien ne peut justifier le coup d'Etat.
2. Aristide doit revenir, pour que soit restaurée la légalité constitutionnelle; après, on verra comment on résoudra les autres problèmes.



3. La Suisse et les autres pays doivent travailler à la réalisation de cet unique objectif, de manière concertée et intelligente. Il est possible de faire tomber dans un court délai les dirigeants actuels sans intervention militaire extérieure.

Les actions auxquelles vous pouvez vous associer en Suisse sont certainement nombreuses: aider les organismes des droits humains à défendre les intérêts des prisonniers politiques haïtiens, encourager la Confédération suisse à ne pas reconnaître le nouveau gouvernement haïtien et arrêter la coopération bilatérale; œuvrer pour le boycott économique; empêcher les putchistes de chercher des appuis en Suisse; etc... Ici en Haïti, la vie économique est complètement désorganisée. Les organisations populaires sont systématiquement démantelées et leurs locaux saccagés. Les personnes engagées qui n'ont pas encore été arrêtées se cachent. Les militaires agissent directement ou soit par bandits, vagabonds et voleurs interposés. L'embargo économique décrété par l'OEA commence à faire sentir ses effets. Le peuple s'organise peu à peu pour résister, survivre et faire valoir ses droits.

En août dernier, les Frères ont accueilli 150 Haïtiens chassés de la République dominicaine voisine. Ils seront définitivement intégrés ici. Les efforts en cours pour encourager la culture du riz et des légumes sur les terres qui s'y prêtent portent leurs fruits. Vous verrez les photos! C'est un brin d'espoir bien tangible.



Véronique Schœffel, engagée dans l'alphabétisation et l'animation féminine dans les townships de la région de Cape Town (Afrique du Sud).

Décembre 1991

J'espère que vous allez bien et que l'année qui se termine aura été bonne pour vous. Pour moi, il n'y a pas de doute: ce fut l'une des années les plus incroyables de ma vie. Du beau et du moins beau, du facile et du difficile, l'espoir et le désespoir. Dans un pays comme l'Afrique du sud, pays des extrêmes, il est parfois difficile de ne pas être imprégnée d'extrêmes, d'une façon ou d'une autre, oscillant entre l'espoir qui s'accroche malgré tout et l'inquiétude lorsque les choses vont mal, ce qui est bien souvent le cas.

En ce moment l'espoir semble à nouveau permis au Cap, car la guerre des taxis qui a déchiré les townships s'est enfin calmée, et que les gens y vivent enfin de façon relativement normale, sans craindre à tout moment de recevoir une balle perdue ou de se réveiller au milieu de la nuit dans une «maison» en feu! Cette guerre fratricide entre deux compagnies rivales, dont l'une serait en partie financée par des militaires et des industriels blancs, l'autre par des habitants du township, cette guerre a laissé des milliers de gens sans abris, des centaines de maisons ont brûlé, des centaines de personnes furent blessées, et plusieurs dizaines sont mortes, des innocents le plus souvent, ayant la malchance d'être au mauvais endroit au mauvais moment.

Je dois avouer que je suis soulagée de ne plus habiter dans le township...!

L'espoir est permis aussi au niveau national, où tous les regards se tournent vers la CODESA («Conference for a Democratic South-Africa», Conférence pour une Afrique du sud démocratique). Les partis que je qualifierais de plus raisonnables y prennent part, les extrêmistes, noirs et blancs, ayant dit non. Ces derniers (extrêmistes de droite) ont même menacé de passer aux armes et aux bombes si on ne leur donne pas un bout du territoire pour recréer une zone «entièrement blanche»!! Le plus affreux est que pour eux, il n'y a qu'un petit pas aisément franchi entre la parole et l'acte.

La Codesa, où les négociations sont très serrées, essaie de poser les fondations pour le «New South Africa» (Afrique du sud nouvelle) dont tout le monde rêve. Quelle constitution? Quel gouvernement? Quelle répartition des terres et du capital? Des domaines immenses, des décisions aux répercussions inimaginables.

Que celles et ceux parmi vous qui sont croyants et qui prient incluent de temps en temps les responsables sud-africains dans leurs prières, afin qu'ils aient la sagesse et le courage de prendre les décisions qui s'imposent pour que justice et démocratie deviennent enfin des réalités en Afrique du sud.

Au niveau du travail rien de spécial à part le fait que cela me passionne toujours autant. Dans l'organisation où je travaille nous préparons un programme d'alphabétisation qui pourrait être utilisé dans tout le pays lorsque les choses auront changé. Là encore, c'est fantastique de pouvoir être dans le processus!

Avant de finir, je tenais enfin à remercier tout le monde, famille et ami(e)s, pour les merveilleux moments de partage et d'amitié de cet été. Le soutien que j'ai senti m'a donné des ailes et m'a beaucoup aidée à traverser les mois difficiles depuis mon retour. Merci de tout cœur.

Dans une situation souvent si déprimante et déprimée, je pense que mon rôle est aussi d'être une porteuse d'espoir, de confiance, de courage. C'est le vœu que je formule aussi pour vous pour 1992: que nous soyons toutes et tous des porteurs d'espoir au sein des communautés dans lesquelles nous évoluons.



M. Flavio Cotti, président de la Confédération helvétique, a reçu des délégués Tapori :

«A partir d'aujourd'hui, je suis votre ami»

Les enfants ont présenté leur Jeu de l'amitié au président de la Confédération helvétique, M. Flavio Cotti, et lui ont demandé d'être le parrain des Tapori. C'était le 14 novembre dernier, à Berne.



PH. BRUNO MAILLARD

Le président Cotti (à droite) écoute Arnold Christen, délégué national d'Atd Quart Monde-Suisse, qui lui présente Tapori.

Pour constituer la délégation, tous les parents furent d'accord, même s'ils exprimèrent quelques craintes, comme cette mère : «Mais je ne veux pas que les enfants se bercent d'illusions, car la réalité de notre vie reste très dure». Cet accord, un père en donna la raison : «Il faut absolument faire connaître le père Joseph et ce qu'il a réussi».

Alors, 11 enfants, Jean-Robert, Cindy, Dicki, Eva, Sabine et les autres, ont commencé à se préparer, en vrais délégués, pour cette rencontre. Il fallait vaincre sa peur de parler au Palais fédéral, son angoisse de ne pas savoir lire son message...

Les enfants parlent au nom de tous

Le 14 novembre, à 16 h 30, la délégation se présente à M. Cotti. Un à un, les enfants prennent la parole pour exprimer l'espoir de tous. Cindy commence à lire : «J'aimerais apprendre tous les jours, je voudrais faire des devoirs tous les jours. Je voudrais apprendre à lire et à... » Elle trébuche d'émotion sur le dernier mot. M. Cotti la regarde et murmure en même temps qu'elle : «à écrire». Ainsi mis en confiance, même Dickie, qui ne voulait pas parler, s'avance pour dire : «Quand je serai grand, j'aurai un boulot et je donnerai l'argent à Maman pour qu'elle soit plus heureuse». Yann témoigne : «Je connais un enfant qui a dû mendier, mais il ne peut pas le dire». Cet enfant, c'est l'un des délégués qui voulait faire connaître sa souffrance et celle de sa famille, mais il ne pouvait pas en parler lui-même. Alors, Yann l'a dit pour son ami.

Jean-Robert explique avec fierté l'enfance du père Joseph, le premier Tapori, avec six linogravures réalisées par les enfants, à l'atelier Art et poésie à Genève. Quand il a parlé de cet oiseau blessé qui mourra dans le logement de la famille Wresinski, il a ajouté spontanément : «Vous voyez, c'est cela la misère, quand on n'est jamais sûr de pouvoir garder ce qu'on aime le plus. Le père Joseph aussi était pauvre».

A la suite de leurs parents

Le Président a manifesté beaucoup d'intéret en regardant toutes les créations apportées par la délégation et bien sûr, le Jeu de l'amitié, installé en format réduit, sur la table. Dickie et Charlotte lui ont offert une des gravures créées par les adultes, lors des universités populaires du Quart Monde.

Les parents ont ensuite confié comment les messages d'amitié et de paix des enfants sont ancrés dans la vie de leurs familles. Ils ont insisté sur trois points : la solidarité avec les sans abri que beaucoup de familles accueillent chez elles, la déchirure du placement des enfants, leur volonté d'aider les enfants à apprendre et à avoir une formation professionnelle.

A la fin de cette rencontre, Dicki s'approcha : «Alors, Monsieur Cotti, vous êtes donc d'accord pour être notre parrain ?» La réponse jaillit : «Oui. A partir d'aujourd'hui, je suis votre ami».

La délégation a aussi remercié le Président pour le soutien donné par la Suisse à la volonté de l'Unicef d'atteindre les plus pauvres.

Le Jeu de l'amitié

Ce jeu a été créé avec les enfants des bibliothèques de rue, à l'occasion du 700é anniversaire de la Suisse. Il a circulé dans tout le pays et remporté un vif succès : «Il est beaucoup mieux qu'un jeu de l'Oie. Il n'y a jamais un joueur qui est tout en avant et un autre qui reste tout en arrière !».

* Tapori: mouvement créé par ATD Quart-Monde, réunissant des enfants qui luttent contre la misère.

DIS!... TU M'ÉCOUTES?

A Pierre, Sylvie, Francine, Sébastien, Isabelle, Stéphane ... à toi, fille ou garçon de 7 à 13 ans. Cette année, tu as aussi ton propre calendrier pour passer le temps de Carême.
Nous te proposons de réfléchir sur l'Amérique latine. Il y a 500 ans depuis que Christophe Colomb y a débarqué. Nous te parlerons plus précisément des enfants d'Amérique latine, ceux qui n'ont pas de maison, pas de vie de famille, pas beaucoup d'avenir.
Chaque semaine, tu trouveras dans ce calendrier un petit texte, pour réfléchir, une prière, ou une recette, un poème, un jeu, etc. Nous te proposons aussi un partage avec ces enfants malheureux.
Tu peux lire ton calendrier seul, ou avec l'un de tes parents, avec un autre adulte ou même avec des camarades dans le cadre d'un groupe (groupe de cathé, groupe de Carême, etc.).
S'il y a quelque chose que tu ne comprends pas, demande des explications à un adulte.
Nous te souhaitons une bonne route vers Pâques et la Résurrection.
Au moment de réfléchir sur la situation des enfants en Amérique latine, il est bon de se rappeler que les enfants, créés à l'image de Dieu, ont des droits qui ne sont pas toujours respectés. Voici ces droits, tels qu'ils ont été adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU le 20 novembre 1959. Conserve cette liste car on y reviendra dans les pages de la 6ème semaine du calendrier:



Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 26
CH-1702 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle

JAB